

BAC 2018 : 55,88% de taux de réussite

Le taux de réussite aux examens du baccalauréat de la session 2018 est de 55,88%, a annoncé hier la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit, sur ses pages Facebook et Twitter. La filière des mathématiques vient en tête avec un taux de réussite de 78,61%, a relevé Mme Benghabrit qui a félicité l'ensemble des élèves pour leur succès.

P. 24

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 19 juillet 2018 - 5 Dhu al qidah - N° 1967 - 5^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Horaires des prières

Fajr : 03h48 Dohr : 12h55

Asr : 16h45 Maghreb : 20h09 Isha : 21h47

MÉTÉO

Alger	: 32°	22°
Oran	: 30°	22°
Annaba	: 32°	21°
Béjaïa	: 31°	23°
Tamanrasset	: 36°	23°

www.dknews-dz.com

ALGÉRIE-ONU

Participation de l'APN aux travaux du Forum politique de haut niveau sur le développement durable à New York

P. 24

ALGÉRIE-SAHARA OCCIDENTAL

Une délégation du Conseil national sahraoui effectue une visite au Conseil de la nation

P. 24

ALGÉRIE-AFRIQUE

M. Temmar prend part du 18 au 20 juillet à la 37^e AG annuelle de la société Shelter-Afrique

P. 4

DÉLIVRANCE DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS :

De nouvelles facilitations au profit des Algériens nés et établis à l'étranger

Les ministres des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui ont procédé hier à Alger au lancement de nouvelles facilitations pour le retrait des documents administratifs au profit des citoyens nés et établis à l'étranger. Les deux ministres ont procédé à la mise en service du fichier national d'état civil électronique des personnes nées à l'étranger, au siège de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Alger Centre en présence du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh. Une démarche qui permettra à la communauté nationale établie à l'étranger de demander, au niveau des APC, leurs extraits de naissance et leurs actes de mariage et de décès inscrits sur les registres des représentations diplomatiques et des consulats algériens à l'étranger.

P. 3



HABITAT

L'APOCE appelle le ministère de l'Habitat à obliger l'AADL et l'ENPI à dresser des actes de souscription

P. 3

SERVICE NATIONAL :

La régularisation de la situation des jeunes de 30 ans et plus se poursuit dans de «bonnes conditions»

P. 3

SANTÉ

La gonorrhée, une maladie bientôt incurable ?

P.p 12-13

FOOTBALL

**ÉQUIPE NATIONALE
24 jours après le départ de Madjer, les Verts toujours sans sélectionneur**

Alors que la prochaine échéance officielle de l'équipe nationale de football, prévue en septembre prochain, approche à grands pas, les Verts sont toujours sans sélectionneur. 24 jours après le départ de Rabah Madjer, alors que la fédération algérienne (FAF) va entamer une véritable course contre la montre pour désigner un nouveau coach.

P. 22

ENTREPRISE

La CAAT réalise un bénéfice de 2,5 milliards de DA en 2017

P. 5

MDN

**LUTTE CONTRE LE TERRORISME
2 terroristes armés se rendent aux autorités militaires à Tamanrasset**

P. 24

CET APRÈS-MIDI À L'INSEG

Conférence sur «Les enjeux énergétiques dans le Bassin méditerranéen»

Dans le cadre de son cycle de rencontres «Confluences internationales», l'Institut national d'études de stratégie globale (INSEG), organise cet après-midi à partir de 14h, une conférence sur «Les enjeux énergétiques

dans le Bassin méditerranéen», animée par M. Francis Perrin, Directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) et spécialiste des problématiques énergétiques.



Horaire des prières

Jeudi 6 Dhou al q'ida 1439

Fajr	03:48
Dohr	12:55
Asr	16:45
Maghreb	20:09
Isha	21:47

RESSOURCES EN EAU
Necib à BBA

Dans le cadre du suivi des projets de son secteur, le ministre des Ressources en Eau, M. Hocine Necib, effectuera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj.

LE 25 JUILLET À L'EPH D'AKBOU
Journée Portes-ouvertes maternité

L'Etablissement public hospitalier, Akloul-Ali, d'Akbou (Béjaïa), organise mercredi 25 juillet de 9h à 17h, une journée portes-ouvertes maternité. Cette journée qui sera encadrée par le Dr Kizi, le Dr Yataghen et Mme Atmane Nacéra, sage-femme principale, sera une occasion pour s'informer sur le nouveau réseau pour la prise en charge de la femme enceinte.

LE 21 JUILLET À TLEMCEM
Rencontre de formation au profit des militantes du RND

Le membre du Bureau national et président de la commission de discipline du Rassemblement national démocratique (RND), M. Khaldi Boumediene, présidera sa-

medi 21 juillet à partir de 9h30, au Parc national de Lalla Setti (Tlemcen), les travaux de la rencontre de formation au profit des militantes et des femmes élus du Sud.

LES 20 ET 21 JUILLET
Conseils fédéraux du FFS

جبهة القوى الاشتراكية
TIRNI N ITALLEN INEMLAYEN
FRONT DES FORCES SOCIALISTES

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action du secrétariat national, le parti du Forces des forces socialistes (FFS), organise les 20 et 21 juillet une série de rencontres et de conseil à travers dix wilayas. Au programme : Conseils fédéraux des wilayas de Bouira, Béjaïa, Jijel, Sidi Bel Abbes, Oum El Bouaghi, Oran, Chlef, Sétif et Ghardaïa. Rencontres des jeunes de la fédération de Tizi-Ouzou, installation de la commission de stratégie politique du Conseil national au siège du parti, rencontre régionale des élus de Tizi-Ouzou au niveau de la maison de la culture de la wilaya.

ESPLANADE
DES ARTISTES
Soirée chaâbi

Les nuits du chaâbi se poursuivent au niveau de l'Esplanade des Artistes (La Pêcherie), avec une soirée ce soir à partir de 22h animée par Achouri Mokhtar.



Météo



	Max	Min
Alger	32°	22°
Oran	30°	22°
Annaba	32°	21°
Béjaïa	31°	23°
Tamanrasset	36°	23°

CE SOIR AU PALAIS
DE LA CULTURE
Concert du groupe
Algérie Andalouza

Le Palais de la Culture, Moufidi-Zakaria, organise ce soir à partir de 19h, un spectacle de chants et de danse fusion de musique algérienne et espagnole animé par le groupe Algérie Andalouza.

Mobilis augmente
tout sauf le prix

Afin de répondre aux besoins de ses clients, Mobilis fait évoluer ses offres dans le sens de l'abondance et les adapte aux nouveaux usages divers et grandissants. En effet, Mobilis met à jour ses offres des gammes Postpayées «WinMax Libre & WinMax Control», en proposant les offres les plus généreuses du marché pour accompagner au mieux les clients dans leur quotidien. Ainsi, les clients existants et prospects, des deux versions WinMax, pourront profiter d'une multitude d'avantages dont des volumes internet allant jusqu'à 60 Go et des bonus de bienvenue atteignant 100 Go. La version WinMax Control offre trois paliers au choix, incluant des appels et SMS en illimité vers Mobilis et une connexion gratuite à Facebook et WhatsApp. Les forfaits voix vers autres réseaux et volumes Internet des différents paliers se présentent comme suit : Palier 1300 DA : 5 heures + 15 Go, Palier 2000 DA : 7 heures + 30 Go, Palier 3500 DA : 10 heures + 50 Go. Encore plus généreuse, la version libre de l'offre WinMax offre un bonus de bienvenue allant jusqu'à 100 Go, et se compose aussi de trois paliers, offrant des appels et SMS en illimité vers Mobilis et une connexion gratuite à Facebook et WhatsApp. Les forfaits voix vers autres réseaux, les volumes Internet et les Bonus de bienvenue des différents paliers se définissent comme suit : Palier 1300 DA : 6 heures + 18 Go + 30 Go Bonus de bienvenue, Palier 2000 DA : 8 heures + 35 Go + 60 Go Bonus de bienvenue, Palier 3500 DA : 12 heures + 60 Go + 100 Go Bonus de bienvenue.

ORAN
Le musée «Ahmed Zabana» s'installera au complexe «les Andalouses»

Le musée national "Ahmed Zabana" d'Oran organise, à partir du 1er août prochain, une manifestation intitulée "Le musée aux Andalouses", portant sur des expositions d'objets du terroir. Cette manifestation, alliant patrimoine, loisirs et villégiature, sera abritée au complexe touristique des Andalouses, dans la daïra d'Aïn El Turk. L'objectif est de créer une animation particulière durant la saison estivale et d'exposer des collections de notre musée dans cet espace touristique", a souligné la responsable du département des activités culturelles du musée, Nadia Beladel. Première du genre à Oran, cette activité vise l'exposition de collections muséales dans les complexes touristiques accueillant un grand nombre d'estivants de différentes wilayas du pays pour mettre en exergue les richesses de ce musée, a-t-elle précisé. Cette manifestation de quinze jours revêtira un caractère artistique, pédagogique et récréatif, avec la programmation d'activités diverses dont la tenue d'ateliers de préservation des collections muséales, des concours intellectuels incitatifs aux enfants et des spectacles touchant aux genres musicaux.

LIBRAIRIE CHAÏB DZAÏR
Rencontre autour
des «Lectures d'été»

Les éditions ANEP, organisent cet après-midi à partir de 14h30, à la librairie Chaïb Dzaïr, sise 1, avenue Pasteur Alger-Centre, une rencontre autour du concept «Lectures d'été» suivie d'une présentation d'ouvrages (romans, essais historiques, témoignages ...), en présence de romanciers, essayistes et critiques littéraires.

TIFERDOUD
Ouverture de la 15^e
édition de l'événement
culturel «Raconte Art»

La ligue des arts cinématographiques et dramatiques de Tizi-Ouzou, organise à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 26 juillet au village de Tiferdoud (Ain El Hemmam), la 15^e édition de l'événement culturel, touristique et artistique «Raconte Art» placé sous le thème «Les vents hurlants». Cette 15^e édition se tiendra au sein du village le plus haut et le plus propre de Kabylie (Tiferdoud).

BACCALAURÉAT Les préinscriptions et inscriptions des nouveaux bacheliers du 26 juillet au 16 septembre 2018

La période des préinscriptions et inscriptions définitives des nouveaux bacheliers au titre de l'année universitaire 2018-2019 s'étalera du 26 juillet au 16 septembre 2018, selon un calendrier établi par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

La période des préinscriptions et inscriptions définitives se déroulera en 4 phases, la première phase étant prévue du 26 juillet au 7 août et sera consacrée à l'exploitation des résultats du BAC et la détermination des moyennes nationales minimales pour participer au classement dans certaines filières.

Cette première phase comprend la période des préinscriptions du 26 au 28 juillet, la période de confirmation des préinscriptions du 29 au 30 juillet, celle du traitement des vœux du 31 juillet au 7 août et la proclamation des résultats des affectations le 7 août au soir.

En parallèle, le ministère de tutelle organisera des Portes ouvertes au niveau des établissements d'enseignement supérieur du 24 au 30 juillet, a-t-on précisé.

Pour ce qui est de la deuxième phase (8-16 août), elle comprend 3 périodes, à savoir celle des confirmations, des réorientations, des tests et des entretiens pour les filières concernées du 8 au 12 août, l'ouverture du portail «hébergement» étant du 8 au 15 août.

Au cours de cette deuxième phase, il est prévu un second traitement en cas d'échec aux tests, entretiens et demandes de réorientation et ce, du 13 au 15 août au matin, alors que la proclamation des résultats des affectations est prévue pour le 16 du même mois.

La troisième phase concerne les inscriptions définitives et s'étalera du 2 au 6 septembre selon le calendrier établi du ministère de l'Enseignement supérieur.

Enfin la 4ème et dernière phase sera consacrée au traitement des cas particuliers par les établissements de l'Enseignement supérieur du 2 au 16 septembre et concernera les cas exceptionnels et la réouverture du portail hébergement, bourse et transport.

Le ministère a ainsi précisé que la date limite du 16 août 2018 clôturera définitivement les inscriptions au titre de l'année universitaire 2018-2019.

Le taux de réussite aux examens du baccalauréat de la session 2018 est de 55,88%, a annoncé mercredi la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit. Il est à rappeler que le nombre global d'élèves qui ont passé l'examen du baccalauréat était de 709.448, dont 40% de candidats libres. Le taux global de réussite de l'année 2017, était de 56,07%, en hausse par rapport à 2016 où il était de 49,79%.

APS

DÉLIVRANCE DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS: De nouvelles facilitations au profit des Algériens nés et établis à l'étranger

Les ministres des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Noureddine Bedoui ont procédé hier à Alger au lancement de nouvelles facilitations pour le retrait des documents administratifs au profit des citoyens nés et établis à l'étranger.

Les deux ministres ont procédé à la mise en service du fichier national d'état civil électronique des personnes nées à l'étranger, au siège de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Alger Centre en présence du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

Une démarche qui permettra à la communauté nationale établie à l'étranger de demander, au niveau des APC, leurs extraits de naissance et leurs actes de mariage et de décès inscrits sur les registres des représentations diplomatiques et des consulats algériens à l'étranger.

A cette occasion, une plateforme électronique a été lancée pour la demande de certificat de capacité du permis de conduire au profit des citoyens établis à l'étranger ce qui permettra de traiter les dossiers relatifs à ce certificat exigé pour la conversion à distance du permis de conduire algérien en permis étranger, et ce au niveau de la wilaya de délivrance du permis.

Selon les explications présentées aux ministres, la demande se fait sur le site du ministère de l'Intérieur où les demandeurs peuvent également suivre le traitement de leurs dossiers et à même de retirer leurs certificats en temps réel.

Dans son allocution, M. Messahel a indiqué que cette

opération constitue «un nouveau jalon qui s'inscrit dans le cadre de l'action du gouvernement au titre du programme du président de la République pour simplifier et moderniser les mesures administratives des citoyens tant à l'intérieur et qu'à l'extérieur du pays».

La coordination entre les différents départements ministériels a permis d'accélérer la remise du passeport biométrique aux ressortissants à l'étranger», a-t-il indiqué, faisant savoir que «90 % d'entre eux en ont bénéficié».

Dans ce cadre, les membres de la communauté peuvent retirer en ligne le certificat de nationalité et le casier judiciaire, corriger les fautes administratives à distance et retirer les documents de l'état civil de l'ambassade ou du consulat le plus proche et «à partir d'aujourd'hui de la wilaya de leur résidence sans avoir à se déplacer au siège du ministère des Affaires étrangères».

Ces réalisations s'inscrivent dans le cadre des décisions du président de la République de favoriser l'accès des membres de la communauté du Logement promotionnel public (LPP) et de crédits sans intérêts au profit des jeunes.

Pour sa part, le ministre de l'Intérieur a souligné que ces facilitations constituent «un nouveau jalon» qui s'ajoute à

ceux qui ont été mis en place au profit des membres de la communauté à l'étranger et «permettra d'assurer un service public de qualité de manière à conférer davantage de transparence aux transactions administratives en vue de satisfaire les citoyens résidant à l'intérieur et à l'extérieur du pays».

Le registre national d'état civil numérisé pour les citoyens nés en Algérie mis en service est aujourd'hui parachevé par l'introduction d'informations de l'état civil pour ceux qui sont nés à l'étranger, ce qui permettra le retrait des documents de l'état civil à travers toutes les communes du pays.

Concernant la plateforme numérique des certificats de capacité des permis de conduire, M. Bedoui a souligné que son département veillait à ce que cette opération soit numérisée 24/24h.

«Le bond qualitatif réalisé en matière d'amélioration des services administratifs constitue une étape obligatoire afin d'atteindre une administration



électronique moderne qui permet d'obtenir des informations et des services sans avoir à se déplacer», a affirmé M. Bedoui, soulignant que son département ministériel ambitionne de parvenir à «une administration à zéro papiers».

Avec la mise en service du registre national d'état civil numérisé, les citoyens nés à l'étranger «pourront utiliser leur numéro d'identité nationale qui constituera la nouvelle identité de chaque citoyen», a-t-il précisé.

M. Bedoui a indiqué que son département «doit s'adapter aux mutations technologiques et leurs impacts sur la vie quotidienne du citoyen», soulignant sa disposition «à concrétiser toutes les initiatives visant à promouvoir le service public pour répondre aux besoins et aux aspirations des citoyens».

SERVICE NATIONAL:

La régularisation de la situation des jeunes de 30 ans et plus se poursuit dans de «bonnes conditions»

La régularisation de la situation vis-à-vis du service national des citoyens âgés de 30 ans et plus au 31 décembre 2014, se poursuit dans de «bonnes conditions», indiquait hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Le ministère de la Défense nationale informe que la régularisation de la situation vis-à-vis du service national des citoyens âgés de trente (30) ans et plus au 31 décembre 2014, à savoir, ceux nés en 1984 ou antérieurement, décidée par Monsieur le Président de la République,

Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense nationale, se poursuit dans de bonnes conditions, précise le communiqué. A ce titre et «depuis le début de cette opération jusqu'au 30 juin 2018, le nombre de citoyens ayant bénéficié des mesures présidentielles s'élève à deux cent cinquante-quatre mille six cent vingt-deux (254.622) citoyens, dont trois mille six cent trente-trois (3.633) résidents à l'étranger. Dans le cadre de ces mêmes mesures, huit cent trente-trois mille quatre cent cinquante-trois (833.453) retar-

dataires des classes antérieures à l'année 2014 ont également été régularisés pendant cette même période», note la même source. Par ailleurs, le ministère de la Défense nationale «porte à la connaissance des citoyens que les Centres du Service National, à travers tout le territoire national, continueront à recevoir et à prendre en charge, avec toute la diligence requise, les personnes concernées, et ce, indépendamment des calendriers de passages fixés antérieurement», ajoute le communiqué.

HABITAT

L'APOCE appelle le ministère de l'Habitat à obliger l'AADL et l'ENPI à dresser des actes de souscription

L'Organisation algérienne pour la protection et l'orientation du consommateur et son environnement (APOCE) a appelé le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, M. Abdelwahid Temmar à obliger l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) et l'Entreprise nationale de la promotion immobilière (ENPI) à dresser des actes de souscription préalable avec les souscripteurs dans le but de préserver leurs droits.

Les dépassements enregist-

trés au niveau de l'AADL et de l'ENPI ont amené l'organisation à s'orienter vers la justice afin de protéger les droits des souscripteurs en actionnant ces deux entreprises publiques, a précisé le président de l'APOCE, Mustapha Zebdi lors d'une conférence de presse organisée à Alger.

M. Zebdi a appelé, à ce titre, le ministre de l'Habitat à obliger ces deux entreprises à prendre plusieurs procédures de nature à préserver les droits des souscripteurs, notamment la souscription préliminaire,

la définition du prix final du m2 du logement et le respect du classement des souscripteurs dans l'attribution des logements et l'année de dépôt des dossiers, ainsi que l'amende prévue en cas de renonciation au logement.

«Nous demandons au ministre de l'Habitat, en tant que premier responsable du secteur, de nous épargner le recours à la justice et de contraindre ces deux entreprises à dresser des actes de souscription contenant l'ensemble des détails des logements qui se-

ront vendus aux citoyens», a-t-il ajouté.

M. Zebdi a évoqué, dans ce sens, les dépassements qui ont affecté les deux formules à savoir AADL et LPP, assurant qu'ils avaient énormément porté préjudice aux citoyens enregistrés.

Il a appelé, en outre, les citoyens victimes à poursuivre en justice les deux agences et les entrepreneurs responsables de fraude dans la réalisation ou dans les matériaux de constructions utilisés.

ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD

Lutte contre l'apartheid: la Révolution algérienne, une source d'inspiration «majeure» pour Mandela

La Révolution algérienne (1954-1962) a été une source d'inspiration majeure pour Nelson Mandela dans le sens où les Moudjahidine algériens «affrontaient une importante communauté de colons blancs qui régnait sur la majorité indigène», écrit dans ses mémoires l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, figure emblématique de la lutte contre l'apartheid et de défense des droits humains, né le 18 juillet 1918 et décédé le 5 juillet 2013.

Dans ses mémoires intitulées «Le long chemin vers la liberté», le défunt Mandela dont l'Afrique du Sud célèbre cette année le centième anniversaire de sa naissance, soutenait que la Révolution algérienne a représenté une «inspiration particulière» pour lui, dans le sens où cette Révolution a constitué «le modèle le plus proche du nôtre, parce que les Moudjahidine algériens affrontaient une importante communauté de colons blancs qui régnait sur la majorité indigène».

A travers ces mémoires, le lecteur découvre que lors de sa visite au Maroc en 1961, Nelson Mandela «passa plusieurs jours avec le représentant du Gouvernement provisoire de la Révolution Algérienne, GPRA, le docteur Chawki Mostefai, qui l'a initié aux différentes étapes de la Révolution algérienne».

Il sera ensuite convié à Oujda (Maroc) où il a rendu visite à une unité combattante de l'Armée de libération nationale (ALN) sur le front.

«A un moment, j'ai pris une paire de jumelles et j'ai vu des soldats français de l'autre côté de la frontière. J'avoue que j'ai pensé voir des uniformes des forces de défense sud-africaines», se souvenait-il. Deux jours plus tard, le jeune Mandela a été invité à assister à un défilé militaire en l'honneur de l'ancien président Ahmed Ben Bella, à sa libération de prison.

En tête du cortège «défilaient des vétérans fiers

et aguerris» portant «des armes qu'ils avaient utilisées au début de l'insurrection: des sabres, de vieux fusils à pierre, des haches et des lances».

Ils étaient suivis de «soldats plus jeunes et tout aussi fiers» dotés d'armes modernes», rapportait-il dans ses mémoires.

«C'était une armée de guérilla composée de combattants qui ont gagné leur galons dans le feu des batailles et qui s'intéressaient plus à la guerre et à la tactique qu'aux uniformes et aux défilés», notait-il. «Je savais que nos propres forces ressembleraient plus aux soldats de Oujda et j'espérais seulement qu'ils combattraient aussi vaillamment».

A l'arrière, il y avait une fanfare militaire assez désordonnée, dirigée par un Homme qui s'appelait Sudani (Souidani Boudjemaa, ndr). Il était grand, bien bâti et sûr de lui. Il était aussi noir que la nuit. Il lançait une canne de tambour-major et quand nous l'avons vu (la délégation sud-africaine), tout notre groupe s'est levé et a applaudi», a-t-il relevé.

«J'ai vu que les autres autour de moi nous regardaient et je me suis rendu compte que nous ne l'applaudissions que parce qu'il était noir. A nouveau, le pouvoir du nationalisme et de l'ethnisme m'a frappé. Nous avions réagi immédiatement, car nous avions l'impression de voir un frère africain. Plus tard, nos hôtes algériens nous ont expliqué que Souidani était



un soldat légendaire et on disait même qu'il avait capturé seul toute une unité de l'armée française.

Mais nous l'avons applaudi à cause de sa couleur et non de ses exploits», écrivait celui qui a marqué l'histoire des luttes pour les libertés. Le Dr Mostefai «nous a conseillés de ne pas négliger le côté politique de la guerre tout en organisant les forces militaires».

L'opinion internationale valant parfois plus qu'une escadrille d'avions de combat à réaction», écrit encore Madiba dans ses mémoires, soulignant que le soutien de l'ALN s'était, entre autres, traduit par l'intégration de nombreux combattants de l'ANC dans les camps d'entraînement aux côtés des Moudjahidine de l'ALN, feu Mandela rapportait qu'à partir de 1965, plusieurs militants de l'ANC venaient secrètement en Algérie pour recevoir un entraînement militaire et

rentraient en Afrique du sud pour y mener des opérations militaires.

Il témoignait également que dans l'objectif de donner plus d'écho au combat contre l'apartheid à partir de l'Algérie, l'ANC «ouvrit un bureau d'informations qui a vu le passage, à sa tête, de grandes personnalités du mouvement», ajoutant que tous les dirigeants de l'ANC fréquentaient Alger».

Le soutien de l'Algérie s'était également exprimé, au moment de sa présidence de l'Assemblée générale de l'ONU en 1974, par le geste historique qui a consisté à expulser de la salle le représentant du régime de l'apartheid.

A sa libération, le 11 février 1990, après 27 années d'incarcération, Nelson Mandela avait tenu à se rendre à Alger en reconnaissance au soutien apporté par l'Algérie à la lutte du peuple sud-africain contre l'apartheid.

ALGÉRIE-ITALIE

Energie : Sonatrach et Eni signent un accord renforçant leur partenariat

Le P-dg du groupe Sonatrach, Abdelmoummed Ould Kaddour et l'administrateur délégué du groupe italien Eni, Claudio Descalzi, ont signé mardi à Milan un accord qui marque une étape supplémentaire pour le renforcement du partenariat dans le bassin de Berkine, en synergie avec les installations existantes de BRN (bloc 403) et MLE (bloc 405b), avec pour objectif de réaliser un gashub dans la zone, a indiqué un communiqué de Sonatrach.

Cet accord s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord signé le mois d'avril à l'occasion de la tenue des «11èmes Journées Scientifiques et Techniques de Sonatrach» qui se sont déroulées à Oran, a précisé la même source.

Il vise à réaliser un ambitieux programme de relance des activités d'exploration et de développement dans la zone, à travers l'optimisation des infrastructures existantes en synergie avec celles de la prochaine réalisation: la mise en pose d'une ligne de 180 km qui va connecter en fast-track les assets de BRN avec les installations de MLE qui deviendra le gas-hub dudit bassin.

En outre, Sonatrach et Eni ont convenu des conditions commerciales pour l'année 2018-2019 en ligne avec le marché du gaz.

Les deux groupes ont convenu d'entreprendre une négociation commerciale avec l'objectif d'évaluer la prorogation de la fourniture du gaz au-delà de l'échéance contractuelle en 2019, dans le cadre du renforcement de leur coopération et partenariat, a ajouté le communiqué.

Selon la même source, l'administrateur délégué d'Eni a déclaré : «Il s'agit d'un pas en avant dans le parcours stratégique d'expansion de nos activités upstream en Algérie et dans la renégociation de la part de Eni des contrats de fourniture gaz à long terme et marque aussi l'esprit de forte collaboration entre Sonatrach et Eni, qui est en train de se développer dans les différents domaines, de l'exploration au développement de nouveaux projets gaz et dans le cadre des énergies renouvelables».

Sonatrach et Eni ont également convenu de renforcer leur coopération dans le secteur pétrochimique, dans l'énergie renouvelable, dans les projets offshore de l'Algérie et dans d'autres opportunités de coopération internationales, a précisé le communiqué.

ALGÉRIE-AFRIQUE

M. Temmar prend part du 18 au 20 juillet à la 37e AG annuelle de la société Shelter-Afrique

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, prend part du 18 au 20 juillet en cours à la 37e Assemblée générale annuelle (AG) de la Société Shelter-Afrique qui se tient à Nairobi (Kenya), a indiqué hier un communiqué du ministère.

Le ministre de l'Habitat prendra part à cet événement en tant qu'actionnaire dans la société Shelter et représentant de l'Algérie, et ce en présence de 13 membres chefs de délégations ayant qualité de ministre, a ajouté la même source.

Les participants à cette AG examineront les rapports et comptes de la société au titre de l'exercice 2017 et procéderont à la réorientation de leurs activités à travers la mise en place d'une nouvelle stratégie et la restructuration de ses affaires financières et administratives.

Shelter Afrique est une entreprise de financement de l'habitat en Afrique et compte 44 pays africains et deux institutions financières à savoir la Banque africaine de Développement (BAD) et la Société africaine de Réassurance.

APS

ALGÉRIE-ESPAGNE

M.Guitouni et l'ambassadeur d'Espagne évoquent la coopération énergétique

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a reçu mercredi à Alger l'ambassadeur du Royaume d'Espagne en Algérie, Santiago Cabanas Ansorena, avec lequel il a abordé les moyens de renforcement de la coopération dans le secteur de l'Energie, a indiqué un communiqué du ministère.

Les deux parties ont passé en revue les relations de coopération algéro-espagnole dans le domaine de l'énergie, qualifiées d'«excellentes» et «d'anciennes», tout en abordant les perspectives de leur renforcement.

A cette occasion, M.Guitouni a exprimé sa satisfaction de la qualité des relations avec l'Espagne dans le segment de l'énergie.

Il a également réaffirmé la volonté de son secteur à renforcer davantage

ces relations dans les domaines des hydrocarbures, des énergies renouvelables et du dessalement d'eau de mer. Dans ce cadre, le ministre a invité les entreprises espagnoles à participer fortement aux deux appels d'offres qui seront lancés prochainement. Le premier appel d'offres concerne la réalisation de deux unités de dessalement d'eau de mer à El Taref et à Zéralda. Tandis que le second porte sur la production de 150 MW d'énergie renouvelable en photovoltaïque dont le lancement est «imminent», précise le communiqué. Le ministre a évoqué, à ce propos, une possibilité de partenariat en joint-venture entre les sociétés algériennes et leur homologues espagnoles. Pour sa part, l'ambassadeur espagnol a fait part de la volonté du nouveau

gouvernement de son pays à agir avec efficacité pour renforcer davantage les liens et les relations «stratégiques» entre les deux pays dans tous les domaines et notamment celui de l'Energie. Le diplomate espagnol s'est dit «satisfait» des relations de coopération et de partenariat entre les entreprises algériennes et espagnoles dans le secteur énergétique.

Il a affirmé, par ailleurs, l'intérêt des compagnies espagnoles à investir en Algérie dans les domaines des hydrocarbures, de l'électricité et des énergies renouvelables. Les deux parties ont également convenu la mise en place d'un mécanisme de suivi pour la mise en œuvre des actions préconisées pour le renforcement de leur relations bilatérales dans le secteur de l'énergie.

ENTREPRISE

La CAAT a réalisé un bénéfice de 2,5 milliards de DA en 2017

La Compagnie algérienne des assurances (CAAT) a réalisé un bénéfice de 2,5 milliards de dinars en 2017 contre 2,3 milliards de dinars en 2016, en hausse de 7%, a indiqué cette compagnie d'assurance publique dans un communiqué.

Quant à son chiffre d'affaires, il s'est établi à 23 milliards de dinars (mlds DA) en 2017, en hausse de 2,3% par rapport à 2016.

En matière de gestion des sinistres, les indemnités versées en 2017 par la CAAT ont atteint un montant de 13,4 mlds DA, représentant la liquidation de 173.590 dossiers de sinistres.

Pour rappel, le marché global des assurances a réalisé un chiffre d'affaires de 138,31 mlds DA en 2017 contre 133,53 mlds DA en 2016 (+3,6%), selon le Conseil national des assurances (CNA).

Le chiffre d'affaires réalisé par les assurances des dommages a prédominé en s'établissant à 121,62 mlds DA (88% de la totalité) contre 119,2 mlds DA en 2016.

Quant aux assurances de personnes, elles ont connu une augmentation de près de 13% en se chiffrant à près de 13 mlds DA contre 11,46 mlds DA.

Par branche des assurances de dommages, le chiffre d'affaires de l'assurance automobile s'est chiffré à 65,3 mlds DA, soit près de 54% de la totalité de cette branche.

Pour ce qui est des parts de marché, les sociétés publiques d'assurance ont rattrapé près de 74% du chiffre d'affaires global réalisé par le secteur des assurances en atteignant près de 90,26 mlds DA, suivies des sociétés privées avec 28,43 mlds DA (24%) et des sociétés mixtes avec près de 3 mlds DA (2%).

Par ailleurs, le total des sinistres réglés par les sociétés d'assurance s'est établi à 64,8 mlds DA en 2017 contre 63,4 mlds DA en 2016 (+2,3%).

Le stock des sinistres à payer, à fin 2017, s'est élevé à 78,5 mlds de DA, en hausse de 10,4% par rapport à 2016.

Dans l'assurance dommage, les indemnités versées par les sociétés ont atteint près de 62 mlds DA en 2017 (+2% par rapport à 2016).

Pour ce qui est du montant des sinistres réglés par les sociétés d'assurances de personnes, il a atteint près de 3 mlds DA dont 63,3% consacrés à la branche prévoyance collective et 18,6% à l'assurance vie-décès.

MINISTÈRE DU COMMERCE: Plusieurs propositions pour l'accompagnement des exportateurs de produits agricoles examinées

Le ministre du Commerce, Said Djellab a présidé mardi la 5e réunion consacrée à l'examen des propositions soumises par les groupes de travail installés lors de la 4e rencontre du groupe de travail chargé de l'élaboration du plan d'action national pour l'accompagnement des exportateurs de produits agricoles, tenue le 3 juillet dernier au Centre international des conférences (CIC), a indiqué un communiqué du ministère.

Ces propositions concernent plusieurs domaines, à savoir: les transports et la logistique dirigés par le ministère des Transports, la métrologie, l'accréditation et l'évaluation de la conformité dirigés par l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC), l'offre exportable pilotée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la pêche, les réglementations juridiques et financières dirigées par la Banque d'Algérie, l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (ALGEX) et les Douanes algériennes.

Il s'agit en outre de la proposition relative à l'accès aux marchés internationaux et la promotion des exportations sous la direction d'ALGEX et la Société algérienne des foires et exportations (Safex).

A rappeler que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika adressées aux participants des assises nationales de l'agriculture pour l'élaboration d'un plan national pour l'accompagnement des exportateurs de produits agricoles.

APS

ASSURANCES SOCIALES Consolider le partenariat entre la sécurité sociale et les professionnels de la santé

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Mourad Zemali a mis en avant, mardi à Alger, la nécessité de consolider le partenariat entre les praticiens conseils relevant des organismes de la Sécurité sociale et les médecins traitants afin d'améliorer la qualité des soins au profit des assurés sociaux tout en régulant les dépenses.

S'exprimant lors des travaux de la 1ère rencontre ayant regroupé les médecins-prescripteurs et les praticiens conseils relevant des organismes de la Caisse Nationale des Assurances Sociales des Travailleurs Salariés (CNAS), M. Zemali a souligné la nécessité d'œuvrer à la «consolidation de la concertation et à l'instauration d'une nouvelle approche de collaboration et d'entraide entre ces médecins, en vue de développer la prévention et la qualité des soins au profit des assurés sociaux tout en régulant les dépenses».

M. Zemali a rappelé, dans ce contexte, que le nombre d'ordonnances médicales remboursées par la CNAS en 2017 s'est élevé à plus de 64 million ordonnances et que le nombre d'indemnités journalières concernant les arrêts de travail a dépassé les 14 millions au cours de l'année 2017, avec un coût de plus de 16 milliard de DA.

Le ministre a indiqué que ces chiffres «révèlent clairement l'existence de dépassements et d'un grand excès en terme de recours à ce droit par les assurés sociaux».

A ce titre, le ministre a souligné que la généralisation de la formule du médecin de famille ou du médecin traitant, «permettra une meilleure prise en charge du patient et une rationalisation des dépenses grâce notamment aux relations solides entre l'assurance sociale et les médecins, et ce à travers un dispositif de conventionnement reposant particulièrement sur l'aspect relatif à la prévention et à la prescription des soins de santé selon les critères, ce qui permettra ainsi d'éviter les dépassements, la surconsommation des médicaments et les traitements médicaux redondants».

Le ministre a rappelé, à ce propos, que le système de la sécurité sociale reposait sur le principe de la solidarité intergénérationnelle, soulignant que les recettes provenant des cotisations des travailleurs et des personnels ne se limitaient pas au financement des assurances sociales, notamment les maladies, les congés de maternité, l'incapacité ou le décès, mais couvraient



également d'autres indemnités, tels que les assurances contre les accidents de travail, les maladies professionnelles, la retraite et l'assurance-chômage.

Il a, en outre, rappelé, que le système de sécurité sociale assurait «une large couverture sociale au profit de plus de 39 million d'Algériens, en sus des autres catégories, notamment les démunis et les personnes aux besoins spécifiques, grâce à la contribution de l'Etat».

Le nombre de personnes bénéficiaires du système du tiers-payant, à savoir la carte «Chifa», est passé de 800.000 bénéficiaires en 2001 à plus de 38 million bénéficiaires en 2018, a fait savoir M. Zemali, avant de rappeler que pour faciliter l'obtention des médicaments par ces bénéficiaires, un système de conventionnement a été mis place avec 11.241 pharmacies jusqu'en 2018, contre 7 pharmacies en 1999.

Le ministre a indiqué que les dépenses de remboursement des médicaments occupaient actuellement la première place des dépenses de l'assurance maladie passant de 20 milliards DA en 2000 à 212 milliards DA en 2017, ajoutant que la Sécurité sociale contribuait au financement des établissements publics de santé dans le cadre du «Forfait hôpitaux» dont le montant est déterminé annuellement en vertu de la loi de Finances et qui a atteint 80 milliards DA en 2018 contre plus de 57 milliards de dinars en 2014.

Le système national des Assurances sociales et de la retraite «fait face actuellement à des difficul-

tés financières liées à plusieurs facteurs socio-économiques, démographiques et normatifs découlant essentiellement de la générosité de ce système qui fournit plusieurs prestations au profit d'un nombre important de bénéficiaires», a rappelé M. Zemali, avant de souligner que le Gouvernement «a mis en place, au cours de la dernière décennie, un programme de réforme et de modernisation de ce système dans le but de préserver ses équilibres financiers et garantir sa pérennité et son adaptation aux développements survenus».

Le ministre a mis en avant, à cet égard, «le rôle efficace de la recherche scientifique comme l'un des plus importants mécanismes de réforme qui contribuent à l'économie de santé et à la recherche de nouveaux moyens pour développer la prise en charge médicale», appelant, dans ce sens, à «intensifier les efforts en matière d'information et de sensibilisation pour convaincre davantage de citoyens que la souscription aux assurances sociales leur profite en premier lieu».

Il a mis l'accent, à cet effet, sur la nécessité, pour les services des caisses de la sécurité sociale et les professionnels de la santé, de coopérer pour la préservation du système national de la sécurité sociale qui est, a-t-il dit, «un acquis importants».

Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Tahar Hadjar a révélé que le secteur «a entamé une révision des programmes dans nombre de spécialités, à l'ins-

tar des branches de la médecine et de la médecine vétérinaire afin de les adapter aux exigences des métiers».

«Les nouveaux programmes d'étude en médecine devraient être enseignés dès la prochaine année universitaire», a fait savoir M. Hadjar, relevant que cette opération, qui consiste à «réviser les programmes d'étude dans la branche médecine», a notamment pour objectif de «moderniser le système de la formation en médecine, passer de la formation quantitative en médecine à une formation qualitative pour répondre aux besoins et adapter les programmes à la transition épidémiologique et aux développements scientifiques dans le domaine médical», outre la «relance de la coordination intersectorielle entre les ministères de l'Enseignement supérieur, de la Santé, de la population et de la Réforme hospitalière et du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale», «la prise en charge des insuffisances pédagogiques et organisationnelles enregistrées «et ½ préserver les acquis réalisés». A noter que la rencontre a pour objectif de viser à susciter le débat sur les économies de la santé et l'échange d'expériences entre les médecins traitants et les praticiens conseils relevant des organismes de la sécurité sociale autour des moyens à même d'améliorer la prise en charge sanitaire des citoyens, tout en rationalisant les dépenses en termes de remboursement des ordonnances médicales et des congés de maladies.

EUROPE

La BCE assure que sa politique monétaire a réduit les inégalités

Les taux d'intérêt historiquement bas et le rachat massif d'actifs par la Banque centrale européenne ont réduit l'écart entre les foyers modestes et les plus riches, affirme une étude publiée mercredi par l'institution.

«La politique monétaire expansionniste a tendance à réduire les inégalités de revenu et de richesse», concluent des experts de la BCE et de l'université américaine de Princeton à partir de données venant d'Allemagne, de France, d'Espagne et d'Italie, les quatre plus grands pays de la zone euro.

L'étude, qui ne représente pas la position officielle de la BCE pour autant, intervient alors que l'impact des mesures de l'institution sur les foyers privés est controversé.

Certains économistes estiment en particulier que les taux d'intérêt quasi nuls pénalisent les épargnants plutôt modestes, alors que les rachats de dettes profitent aux plus riches en augmentant la valeur de leurs actifs financiers.

Dans leur étude, les économistes de la BCE reconnaissent que les épargnants ont souffert mais assurent que «la réduction du taux de chômage et la croissance des salaires» ont plus que compensé cet effet négatif. «La politique monétaire a bénéficié à la plupart des foyers», écrivent-ils, jugeant que le rachat d'actifs a augmenté la richesse des 20% les plus pauvres de 2,5%, tandis que pour le quintile le plus riche cet effet n'était que de 1%.

«Cette étude sous-estime l'impact» sur l'augmentation de la fortune des plus riches, affirme cependant à l'AFP Stanislas Jourdan, de l'organisation «Positive Money Europe». Selon lui, la fortune des plus riches a augmenté de plusieurs milliers d'euros, alors que les plus pauvres n'ont gagné que quelques dizaines d'euros supplémentaires.

Après la crise de 2008, la BCE s'est dans un premier temps bornée à baisser ses taux pour faciliter l'accès au crédit, s'en tenant à un outil conventionnel de politique monétaire. Mais comme cette mesure ne suffisait pas, les banquiers centraux ont eu recours en 2015 à l'«assouplissement quantitatif» («quantitative easing» ou «QE»), qui consiste à créer de la monnaie pour acheter sur le marché des emprunts d'Etat ou privés détenus par des investisseurs. La BCE a depuis défendu avec constance cette action, affirmant avoir réussi à soutenir croissance et inflation: dans son rapport annuel de 2017, l'institution francfortoise estimait à quelque 7,5 millions le nombre d'emplois créés en zone euro depuis mi-2013.

ARGENTINE

Accélération drastique de l'inflation

La hausse des prix en Argentine pour le seul mois de juin a été de 3,7% et l'inflation du 1er semestre s'établit à 16%, a informé mardi l'institut officiel des statistiques Indec.

L'Argentine a connu une épisode de dépréciation de sa monnaie entre avril et juin, de 35%, qui a stimulé la hausse des prix. Sur les 12 derniers mois, l'inflation a été de 29,5%.

L'inflation de juin est la plus élevée depuis deux ans. Le président argentin de centre-droit Mauricio Macri avait initialement fixé 10% comme objectif d'inflation pour 2018, avant de le réévaluer à 15% fin 2017.

Après la crise du peso de ces derniers mois et la conclusion d'un accord avec le FMI pour un prêt de 50 milliards de dollars, le pronostic d'inflation annuelle est d'environ 30%, selon les estimations des instituts économiques privés.

APS

PÉTROLE: Le prix du panier de l'Opep à 70,38 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi mardi à 70,38 dollars, a indiqué mercredi cette Organisation sur son site web. Lundi, le prix du panier de référence du brut de l'Opep était à 71,90 dollars, a précisé la même source.

Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze (14) types de pétrole: le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marine (Qatar), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela).

Mardi, les prix de l'or noir ont terminé en légère hausse. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a clôturé à 71,84 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 32 cents par rapport à la clôture de lundi.



Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'août a progressé de 2 cents à 68,08 dollars. Pour rappel, les 24 pays producteurs Opep et non Opep, ont convenu le 23 juin dernier à Vienne de limiter à 100% leur niveau de respect des engagements pris dans le cadre de l'accord de baisse qui vise à retirer du marché 1,8 millions de barils/jour (1,2 millions de barils/jour pour les membres de l'Opep, 0,6 million de barils/jour pour les producteurs hors Opep).

L'Organisation avait accepté, pour la première fois depuis 2008, d'ajuster

sa production de 1,2 million de barils par jour (Mb/j) afin de stabiliser le marché mondial de l'or noir. Des pays producteurs non membres de l'Opep, dont la Russie, avaient joint cet accord en réduisant leur production totale de 600.000 b/j. Cet accord Opep-non Opep a été prolongé jusqu'à fin 2018 lors de la réunion de tenue en novembre 2017.

Le ministre russe de l'Energie Alexandre Novak a affirmé vendredi dernier que l'Opep et ses dix partenaires pourraient augmenter leur production de plus d'un million de barils, jugeant toutefois que «les prix du pétrole sont volatils (...) ils reflètent également les déclarations sur les guerres commerciales», ont rapporté des agences

russe.

Dans son dernier rapport mensuel, l'Opep a estimé que la croissance de la consommation mondiale de pétrole devrait ralentir l'an prochain, tout en s'attendant à ce que l'offre d'or noir progresse au même rythme que cette année, portée par l'Amérique du Nord et le Brésil.

L'Organisation table sur une hausse de 1,45 million de barils par jour (mbj) de la consommation de brut en 2019, contre une progression de 1,65 mbj cette année, à 98,85 mbj.

En parallèle, la production de brut devrait croître de 2,1 mbj l'an prochain, soit à un rythme «inchangé» par rapport à 2018, prévoit l'Opep. A noter que les prix du pétrole ont ouvert la séance du mercredi en baisse.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 71,54 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 62 cents par rapport à la clôture de mardi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'août cédait 53 cents à 67,55 dollars.

BURUNDI :

Le site minier d'or de Cimba commencera à produire en décembre 2018

La production du site minier d'or de Cimba dans la commune de Mabayi dans l'ouest du Burundi débutera en décembre 2018, a annoncé mardi le ministre des Mines, Côme Manirakiza. M. Manirakiza s'est exprimé mardi sur les ondes de la radio nationale, de retour d'une visite sur le site de Cimba dans la province de Cibitoke où il s'est enquis de l'avancée des travaux.

«Nous suivons les travaux qui sont en train d'être menés, mais nous avons aussi des rapports

qui nous parviennent régulièrement. Nous remarquons qu'il y a une cohérence entre les rapports établis et ce que nous venons de remarquer sur le terrain», a-t-il affirmé. Aujourd'hui, le Tanganyika Mining Burundi (une société burundo-russe dont le gouvernement burundais détient 15% des actions) s'attelle aux travaux préparatoires, notamment l'expropriation pour que le terrain soit dégagé et cette opération doit s'achever avant la fin du mois de juillet, selon le ministre.

Par la suite, viendront l'importation des machines au mois d'août 2018 et leur installation qui s'étendra jusqu'à la fin du mois de novembre 2018. «On nous a montré qu'avec la fin du mois de novembre 2018, ça sera la fin de la construction de l'usine pour pouvoir commencer la production proprement dite en décembre 2018», a-t-il souligné.

Le site a été inauguré par le chef de l'Etat burundais le 31 octobre 2017.

ESPAGNE :

Nouvel impôt sur les banques pour financer les retraites

Le chef du nouveau gouvernement socialiste espagnol Pedro Sanchez a annoncé mardi la création d'un nouvel impôt sur les banques spécifiquement destiné à financer les retraites. «Nous mettrons en place un impôt sur le secteur financier avec pour objectif de compléter les cotisations à la Sécurité sociale et de contribuer à soutenir le système public de retraites et la dignité des pensions de nos anciens», a-t-il déclaré devant les députés.

M. Sanchez est arrivé au pouvoir le 1er juin à la suite du vote d'une motion de censure contre son prédécesseur conservateur Mariano Rajoy, obtenu

notamment grâce au soutien du parti de gauche radicale Podemos. Il n'a donné aucun détail sur les modalités concrètes de ce futur impôt. Le problème des retraites est «le défi le plus important» pour l'Espagne, avec ceux de l'emploi et de la Catalogne, a estimé M. Sanchez, qui a rappelé qu'à l'instar des autres pays occidentaux, l'Espagne était confrontée à un «important vieillissement de sa population». «En dix ans, il y a eu 25% de naissances en moins dans notre pays», a-t-il dit, soulignant que la création d'emplois ne suffirait pas à régler le problème des retraites.

PÉROU : Découverte d'une importante mine de lithium et d'uranium dans les Andes

Macusani Yellowcake, filiale de la société canadienne Plateau Energy, a annoncé mardi la découverte d'un gisement de lithium et d'uranium dans la région andine de Puno, dans le sud-est du Pérou.

Ce gisement, découvert dans la seconde moitié de 2017, est situé à une altitude de 4.500 mètres dans une région andine limitrophe de la Bolivie, à environ 150 kilomètres au nord du lac Titicaca.

Selon le directeur général de Macusani, Ulises Solis, le gisement pourrait devenir la plus grande mine de lithium au monde, avec une production plus élevée qu'au Chili, en Bolivie et en Argentine réunis. Aujourd'hui, le plus grand gisement de lithium en production se trouve au Mexique, a indiqué le directeur. «Avec ce qui a déjà été foré, nous voyons que nos ressources en lithium ajouteront entre 2,2 et 2,5 millions de tonnes de carbonate de lithium et que nos ressources en uranium passeront de 130 à 132 millions de livres à ce jour», a déclaré M. Solis cité par l'agence AFP.

La société a besoin d'un investissement de 800 millions



de dollars pour commencer à produire du lithium et de l'uranium dans ce gisement, qui occupe un tiers d'un lac très ancien. La société prospectait dans la région depuis 2007 et n'a exploré jusqu'à présent que 8.000 des 92.000 hectares qu'elle possède grâce à des fusions et acquisitions de concessions d'autres sociétés.

«Macusani devient le premier gisement au monde à contenir du lithium et de l'uranium», a déclaré Laurence Stefan, directeur des opérations à Plateau Energy, estimant que la production commencera à la fin de 2020.

«Nous avons parlé à Volkswagen en Allemagne, ils sont intéressés à avoir du lithium», a dit M. Stefan, notant que le Pérou peut commencer à exporter du carbonate de lithium pour environ 500 millions de dollars par an en 2021.

EUROPE

L'IATA déplore la hausse des retards dans l'espace aérien européen

L'Association internationale du transport aérien (IATA), qui regroupe la plupart des compagnies aériennes, a appelé mercredi les pays européens à s'attaquer aux «goulets d'étranglement» dans l'espace aérien européen, alors que les retards ont plus que doublé en un an. Dans un communiqué, l'IATA exhorte la Commission européenne, les Etats membres et les prestataires de service de la navigation aérienne à mener «une action urgente» pour résoudre le problème. L'organisme, basé à Genève en Suisse, signale que de récentes données d'Eurocontrol, l'organisme européen assurant la sécurité du trafic aérien, montrent que la somme des retards enregistrés sur les vols européens a atteint environ 47.000 minutes par jour en moyenne durant les six premiers mois de l'année, soit 133% de plus que durant la même période l'an dernier. «La plupart

de ces retards sont causés par des pénuries au niveau du personnel et des capacités, ainsi que par d'autres causes comme les retards météorologiques et les événements perturbateurs comme les grèves», a détaillé l'IATA.

«C'est l'été en Europe. Les voyageurs veulent arriver à l'heure pour leurs vacances. Et trop de gens vont être frustrés à cause des retards du trafic aérien», a affirmé le directeur général de l'IATA, Alexandre de Juniac, cité dans le communiqué.

«Nous devrions réaliser des progrès mais les retards ont doublé par rapport à l'an dernier», a-t-il déploré. Il a reconnu qu'il ne va pas y avoir de solution miracle pour cette année, mais a ajouté que «les solutions nécessaires sont bien connues», appelant les gouvernements et prestataires de service de la navigation aérienne à mener notamment les «in-

vestissements» nécessaires. «En investissant et planifiant de façon correcte (...), nous pouvons et devons faire mieux l'an prochain», a-t-il assuré. Le patron de l'IATA a notamment critiqué les prestataires de service de la navigation aérienne, les accusant de ne pas avoir réalisés les «investissements nécessaires à leurs activités, et d'avoir préféré réaliser des super-profits». Ces prestataires gèrent l'espace aérien de chaque pays et perçoivent des redevances pour les services qu'ils fournissent. Leurs revenus ont donc progressé à mesure que le trafic aérien s'est accru ces dernières années, selon M. de Juniac.

En juillet, le retard moyen des vols qui ont été retardés par des limitations liées au contrôle de la circulation aérienne a atteint 20 minutes, le retard le plus long atteignant 337 minutes, selon l'IATA.

ACIER : Nouvelles mesures de l'UE pour contrer les effets des taxes américaines

Des mesures dites «de sauvegarde» destinées à protéger l'industrie sidérurgique européenne de l'acier étranger qui ne trouve plus de débouchés aux Etats-Unis à cause des taxes punitives de Donald Trump entreront en application jeudi, a annoncé mercredi la Commission européenne.

«Les droits de douane américains (...) entraînent un détournement des échanges, ce qui pourrait causer de graves préjudices aux sidérurgistes et aux travailleurs de l'UE», a expliqué la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström, citée dans un communiqué. «Nous n'avons pas d'autre choix que d'introduire des mesures de sauvegarde» pour protéger l'industrie européenne «contre une poussée des importations», a-t-elle ajouté. Ces mesures, qui concernent 23 catégories de produits en acier, sont mises en place de manière provisoire, le temps qu'une enquête de la Commission lui permette de prendre une décision finale, «au plus tard début 2019», souligne l'exécutif européen. Elles prendront la forme de contingents tarifaires, c'est-à-dire qu'au-delà d'un certain quota d'importation, des droits de douane de 25% commenceront à être appliqués.

Le quota fixé par la Commission correspond pour chaque produit à la moyenne des importations sur les trois dernières années. Ces mesures seront appliquées à l'ensemble des pays du monde, à l'exception de quelques pays en voie de développement aux exportations limitées, mais aussi de la Norvège, de l'Islande et du Liechtenstein. Les Etats-Unis imposent depuis début juin des droits de douane punitifs de 25% sur l'acier européen, une décision contre laquelle l'UE a déjà déposé une plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les Européens ont également instauré des mesures de rétorsion contre certains produits américains emblématiques, comme les jeans ou le beurre de cacahuète. Le conflit commercial entre l'UE et les Etats-Unis risque de s'aggraver, Donald Trump ayant menacé de taxer les importations américaines de voitures produites dans l'UE.

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker doit se rendre à Washington le 25 juillet pour y rencontrer le président américain, dans le but de désamorcer ces tensions.

ZONE EURO : L'inflation confirmée à 2% en juin

Le taux d'inflation dans la zone euro a atteint à 2% en juin, contre 1,9% en mai, atteignant le seuil fixé par la BCE, en raison d'un renchérissement de l'énergie, a confirmé mercredi l'Office européen des statistiques, Eurostat, dans une deuxième estimation. La dernière fois que l'inflation avait affiché un tel taux remonte à février 2017.

Pour la BCE, une inflation très légèrement inférieure à 2,0% sur un an est considérée comme un signe de bonne santé de l'économie. Cette progression s'explique principalement par la forte hausse de prix de l'énergie: +8,0% en juin, contre 6,1% en mai. L'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac, qui exclut par conséquent les produits particulièrement volatils) est en revanche en recul, passant de 1,1% en mai, à 0,9% en juin.

APS

GB :

L'inflation se maintient au niveau de 2,4% en juin

L'inflation au Royaume-Uni s'est maintenue à 2,4% en juin sur un an, a annoncé mercredi l'Office des statistiques nationales, un rythme plus modéré qu'attendu qui a entraîné une chute de la livre sterling. Cette estimation est inférieure à la médiane des attentes des économistes sondés par Bloomberg, qui prévoyait une hausse de 2,6%. L'inflation avait atteint et même dépassé la barre des 3% en fin d'année dernière, sur fond de dépréciation de la livre sterling consécutive à la décision des Britanniques de voter pour le Brexit. Mais son rythme s'est ralenti depuis. En juin, le prix de l'essence a pourtant bondi de 11,6% sur un an du fait d'une hausse des cours du pétrole. Les tarifs du gaz, de l'électricité et des autres

combustibles domestiques ont pour leur part augmenté de 6,0%. Mais les prix des vêtements ont stagné (+0,1%) et la hausse du coût de la nourriture a continué de ralentir, à seulement 2,0% sur un an. Au final, l'inflation s'est révélée plus faible que prévu, demeurant à son plus bas niveau depuis mars 2017, ce qui faisait chuter la livre sterling: la monnaie britannique a atteint mercredi vers 08h30 GMT son plus bas niveau face au dollar depuis huit mois, à 1,3010 dollar. «Ceci intervient au lendemain de la publication d'une hausse des salaires très modérée au Royaume-Uni, ce qui confirme le fait que le dynamisme du marché de l'emploi n'apporte que peu de soutien aux salaires et aux prix», a expliqué Howard Archer, éco-

nomiste à EY ITEM Club. En conséquence, il prévoit que les éventuelles hausses du taux directeur par la Banque d'Angleterre (BoE) seront «très graduelles». C'est cette opinion, assez partagée sur le marché, qui faisait baisser la livre sterling, à deux semaines d'une réunion de la BoE autour de laquelle les spéculations vont bon train. L'institut d'émission maintient pour l'instant son taux au niveau très bas de 0,5%. Après un premier trimestre difficile cette année au cours duquel le PIB n'a augmenté que de 0,2%, l'économie britannique semble s'être un peu reprise au printemps, d'après plusieurs indicateurs publiés dernièrement par l'ONS qui publiera le 10 août sa première estimation de la croissance au

deuxième trimestre. Mardi, l'ONS a aussi souligné que le chômage était resté à 4,2% lors de la période de trois mois achevée fin mai, soit son plus bas niveau depuis 1975. La BoE pourrait néanmoins tenir compte aussi d'autres éléments, comme les incertitudes pesant autour des conditions du Brexit prévu fin mars 2019 et les menaces portées sur la croissance mondiale par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et d'autres puissances économiques. Le Royaume-Uni pourrait connaître une croissance poussive de seulement 1,4% en 2018, d'après les nouvelles prévisions publiées lundi par le Fonds monétaire international qui a abaissé de 0,2 point sa prévision concernant l'économie britannique.

AIN TÉMOUCHENT : Les touristes nationaux ont opté cette année pour des vacances dans leur pays

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmassoud, a relevé, mardi, à Aïn Témoûchent que l'action touristique en Algérie connaît un rythme ascendant comme le montre cette le nombre de touristes nationaux ayant opté pour des vacances dans leur propre pays.

En marge de sa visite de travail dans cette wilaya côtière, le ministre a déclaré à la presse que «cette affluence particulière est un facteur positif eu égard aux grands projets touristiques et hôteliers réalisés à travers le pays».

«Nous nous préparons à faire de l'Algérie une destination touristique attrayante», a-t-il avancé.

Par ailleurs, Abdelkader Benmassoud a indiqué que son département ministériel met en œuvre la politique du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, dans le cadre de la stratégie globale de relance du secteur touristique.

«Nous sommes en phase d'exécution avec force et vigueur de cette politique car, il s'agit de la relance de ce secteur général, source de rentrées en devises et créateurs d'emplois», a ajouté le ministre.

Dans ce contexte, il a souligné que «l'Algérie est capable de relever tous les défis qui en découlent sur les plans de réalisation des infrastructures, de la formation et des facilitations accordées aux investisseurs».



M. Abdelkader Benmassoud a rappelé que le ministère a signé des conventions avec 11 établissements bancaires pour financer des projets touristiques ciblant la relance du secteur touristique.

Cette visite du ministre a permis d'inaugurer deux hôtels relevant au secteur privé

au niveau de la plage de Rachegoun et à Terga.

Dans cette commune, le ministre a inspecté un chantier de réalisation d'un hôtel privé qui a fait l'objet de travaux d'extension.

Au village touristique à Ouled Boudjemaa, un exposé du projet d'extension a été présenté ou le ministre a réitéré

la détermination de l'Etat d'accompagner et soutenir l'investissement touristique.

Le projet de réalisation d'un hôtel touristique privé dans cette même collectivité a constitué l'ultime étape de cette visite. Le membre du gouvernement a insisté sur le respect des délais de réalisation de ces projets.

OUARGLA : Projets de deux nouvelles gares routières et cinq stations urbaines

Les études techniques relatives à la réalisation de trois (3) gares routières et cinq (5) stations urbaines à travers différentes communes de la wilaya d'Ouargla sont achevées, en attendant le lancement de leurs chantiers, a annoncé mercredi le directeur local du secteur des Transports.

Il s'agit d'une gare routière de type B dans la commune de Ngoussa et de deux (2) autres de type «C» à Temacine et Taibet, en plus de cinq (5) stations urbaines à Ouargla, Sidi-Khouiled, El-Hedjira, Touggourt et Taibet, a précisé Toufik Djeddi.

Une fois opérationnelles, ces futures installations contribueront à la diminution du déficit en matière de structures d'accueil des passagers,

ainsi que la création d'emplois directs et indirects notamment pour les jeunes, a-t-il souligné.

Le secteur des transports dans la wilaya d'Ouargla sera bientôt renforcé par une nouvelle gare multimodale de type «A» à Touggourt, dont les travaux sont actuellement aux «dernières retouches», a ajouté le responsable.

Ces travaux portent notamment sur la construction du bloc principal, de bâtiments annexes (réalisés à 100 %), ainsi que l'aménagement extérieur y compris la réalisation des VRD et le revêtement des voies (en voie d'achèvement), a-t-il expliqué.

Cette gare multimodale, qui couvre une superficie de 6 hectares, est im-

plantée au quartier El-Moustakbal (flanc Ouest de Touggourt). Totalisant une trentaine de quais pour bus, 64 espaces pour taxi et un parking, cette gare permettra de moderniser les prestations destinées aux flux de voyageurs, en assurant un maillage entre les différents moyens du transport (autocar, taxi et trains), a-t-on signalé. Cette gare est la deuxième en genre dans la wilaya après celle d'Ouargla. Une autre similaire est projetée au niveau de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud. La wilaya d'Ouargla compte 112 lignes inter-wilayas, 18 lignes intercommunales, 34 lignes urbaines et 8 lignes rurales, selon les données de la direction des Transports.

TLEMCEN : Des communes seront raccordées au projet de Chott Gharbi et aux stations de dessalement d'eau de mer

Les communes de la wilaya de Tlemcen alimentées en eau à partir de puits seront raccordées au projet du Chott Gharbi et aux stations de dessalement, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale des ressources en eau.

Le chef du service de l'approvisionnement en eau potable de cette direction, Rachid Belaid, a indiqué à L'ÉAPS que les communes de Sebdo, El Aricha, El Gor, Sidi Djillali et El Bouihi, situées au sud de la wilaya, seront raccordées au réseau de dis-

tribution d'eau potable à partir du projet Chott Guerbi.

Ces collectivités seront approvisionnées quotidiennement en eau potable.

Selon la même source, des analyses de ces eaux sont effectuées actuellement en vue de raccorder tous les villages et douars relevant de ces communes.

Il a rappelé que le projet des eaux de Chott Gharbi est destiné aux wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès et Naâma.

Les eaux proviennent des forages, réalisés à Mekmen

Benamar, Mekmen Lahneche et Rachidia dans la wilaya de Naâma.

Les communes d'Oued Lakhdar, Ouled Mimoune, Bensekrane, Sidi Abdelli, Amieur, Aïn Tallout et Aïn Nahala, alimentées à partir de puits, seront raccordées bientôt aux stations de dessalement d'eau de mer de Hounaine et Souk Tleta.

Celles-ci assureront une quantité de 15.000 m³ d'eau par jour, a-t-on expliqué.

D'autres communes dont Aïn Kébir, Aïn Fezza, Béni

Smail seront raccordées à ces deux stations L'année prochaine. Par ailleurs, il est également prévu L'alimentation prochaine en eau des communes de Terny, Ain Ghorraba, El Aziael, Béni Bahdel et Béni Senouss. Ces localités seront alimentées du réservoir du plateau ½ Lalla Setti » pour un volume de 10.000 m³ par jour, selon la même source. Enfin, les conduites de distribution d'eau seront réhabilitées pour éviter des déperditions de ce précieux liquide.

BÉCHAR Une Commission ministérielle intersectorielle en visite dans la wilaya

Une Commission ministérielle intersectorielle effectuée, depuis lundi, une visite de travail dans la wilaya de Béchar, en vue de suivre les projets de développement local dans la wilaya, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire.

Présidée par le Secrétaire général (SG) du ministère de l'Intérieur, Salah Eddine Dahmoune, cette Commission est composée des Secrétaires généraux (SG) des ministères de l'Habitat, des Ressources en eau, de l'Agriculture et Développement rural, ainsi que des Travaux publics et des Transports.

Lors de cette visite de deux jours, les membres de la Commission se sont enquis de l'état d'avancement des différents projets de développement local.

La visite a également permis d'évaluer ces projets, en vue de soumettre un rapport détaillé. En marge de la visite, M. Dahmoune a rappelé «l'intérêt accordé par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika aux wilayas du Sud, ainsi que l'importance accordée par le Gouvernement à la prise en charge de l'ensemble des préoccupations des citoyens en vue de l'amélioration du cadre de vie des habitants et de l'environnement, au niveau de la wilaya de Béchar».

Au terme de sa visite, le SG du ministère de l'Intérieur a supervisé une rencontre avec les acteurs de la société civile de la wilaya, laquelle lui a permis d'écouter les préoccupations des citoyens et des jeunes de la région, a conclu le communiqué.

TISSEMSILT Des citoyens mécontents réagissent suite à l'affichage de la liste des 827 logements

Décidément, l'affichage de la liste des 827 bénéficiaires de logement social-locatif à Tissemsilt, n'a pas été sans susciter de vives réactions de la part de citoyens visiblement mécontents lesquels ont différemment manifesté leur courroux.

En effet, alors que des familles, au nombre d'une vingtaine environ, ont adressé des requêtes à la présidence de la République, au Premier Ministre, aux ministres de l'Intérieur des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, de la Justice, Garde des Sceaux et ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville pour exiger l'annulation pure et simple de ladite liste truffée, selon leurs propos, d'irrégularités et de dépassements.

Les contestataires sont allés même à revendiquer une étude approfondie des dossiers des postulants non retenus, ont pointer du doigt à la commission de daira chargée de l'attribution de logements sociaux.

«Celle-ci n'a pas joué pleinement son rôle», déplorent-ils. Les contestataires se disent trop lésés du fait de la situation déplorable dans laquelle ils vivent.

Les mêmes contestataires comptent camper sur leur position et poursuivre leur mouvement jusqu'à ce que justice soit faite, répliquent-ils.

ABED MEGHIT

STATION MÉTRO KHELIFA BOUKHALFA: Arrêt de l'escalier mécanique suite à une chute d'un voyageur



Une chute d'un voyageur est survenue lundi au niveau de l'escalier mécanique numéro 2 de la station Khelifa Boukhalfa ce qui a nécessité l'arrêt de l'équipement pendant 30 minutes avant sa remise en service par les techniciens, a indiqué mardi un communiqué des entreprises «RATP EL DJAZAIR» et Métro d'Alger.

Un accident a été enregistré lundi à la station Khelifa Boukhalfa. Il s'agissait de la chute d'un voyageur sans gravité au niveau de l'escalier mécanique.

Cet incident a nécessité l'arrêt momentané de l'escalier selon la procédure en vigueur, a précisé le communiqué.

Une expertise technique a été effectuée par les équipes de RATP EL DJAZAIR en collaboration avec l'entreprise Métro d'Alger et a permis sa remise en service en toute sécurité, après 30 minutes d'arrêt.

BATNA : Environ 300 ha de couvert végétal ravagés par les flammes dans la forêt de Bouarif

L'incendie qui s'est déclaré, lundi après-midi dans la forêt de Bouarif, s'étendant entre les communes de Batna et de Fesdis, a ravagé environ 300 hectares de couvert végétal et forestier, a révélé mercredi, à L'EAPS, Athmane Briki, responsable du service de protection de protection de la faune et la flore à la conservation locale des forêts.

Ce même responsable a précisé, à cet effet, que "L'incendie est maîtrisé à 95% et qu'il est actuellement en phase de refroidissement", soulignant que les pins d'Alep sont la catégorie d'arbres qui a été le plus touchée par les flammes, en plus de L'Ealfa et du genévrier.

"Les équipes d'intervention composées d'agents de la protection civile et de ceux des services des forêts ont éprouvé de grandes difficultés à éteindre le feu, aidé dans sa progression par le vent, des températures élevées, un relief accidenté et la densité des herbes sèches", a déclaré M. Briki.

Selon la même source, l'intensification des efforts, notamment ceux de la colonne mobile de la protection civile de Batna, appuyés par la colonne mobile de la direction des forêts d'El Tarf, ont permis de protéger 17 000 hectares de forêts dans cette région de la wilaya de Batna, ainsi que des centaines de ruches et des zones agricoles importantes.

A noter que le feu qui s'est déclenché dans la forêt Bouarif, représente le 6ème incendie enregistré par les services forestiers dans la wilaya de Batna depuis le début de la campagne de lutte contre les incendies de l'actuelle saison estivale, où 5 incendies ont ravagé une superficie d'environ 7 hectares.

APS

OUARGLA : La sensibilisation fer de lance dans la lutte contre l'envenimation scorpionique

La sensibilisation de la population sur les risques de l'envenimation scorpionique constitue pour la direction de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya d'Ouargla le fer de lance dans la lutte «efficace» contre ce fléau, qui s'accroît en période des grandes chaleurs.

De grands efforts sont déployés conjointement entre les services de la wilaya, de la commune et des directions de la Santé et de l'Environnement, ainsi que des associations actives et des établissements publics pour mener ces campagnes de vulgarisation et de sensibilisation du citoyen, partenaire essentiel dans la lutte contre cet insecte nuisible, a indiqué le Dr. Tarek Hichem Madani, du service de la prévention de la DSP. Des mesures préventives ont été entreprises, au titre du programme national de lutte contre l'envenimation scorpionique, consistant notamment en le nettoyage de l'environnement, dont le relevage des décombres et l'éradication des décharges anarchiques, foyers de prédilection de cet insecte venimeux, a-t-il noté.

Il est relevé, entre autres mesures préventives, l'appel au respect des horaires de dépôt des sacs de déchets ménagers, la lavage à l'eau des murailles et toitures de bâtisses en pierre, lieu de prolifération de l'insecte, en plus des précautions personnelles à prendre et de



l'élevage éventuel de certains animaux prédateurs de l'insecte, dont le chat, le hérisson et la poule.

Le responsable a indiqué qu'outre l'implication de l'entreprise Sonelgaz dans ces actions préventives par la généralisation de l'éclairage public, l'encouragement du ramassage de cet insecte, en débloquent le financement suffisant, demeure un autre moyen à favoriser pour lutter contre le scorpion, sachant que les

insectes ainsi ramassés sont destinés soit à l'incinération ou transférés à l'institut Pasteur d'Alger. Le Dr. Madani a signalé que pas moins de 380 piqûres de scorpion ont été enregistrées de janvier à fin mai dernier dans la wilaya d'Ouargla, sans heureusement causer de décès, avant de signaler que le bon réflexe adopté en cas de piqûre, notamment l'évacuation rapide, est susceptible de sauver la vie des victimes. Il a ainsi appelé à éviter

les méthodes thérapeutiques traditionnelles pour épargner d'éventuelles complications des cas des victimes et d'opter pour l'évacuation rapide des victimes aux structures de santé les plus proches pour leur bonne prise en charge.

Les statistiques de la DSP font état de 2.426 piqûres de scorpion enregistrées en 2017, dont sept (7) décès à Ouargla (4) et Tougourt (3), contre 2.772 piqûres en 2016.

MOSTAGANEM: Plus de 2.500 cartes «Chiffa» bloquées pour utilisation frauduleuse

Quelque 2.566 cartes «Chiffa» ont été bloquées dans la wilaya de Mostaganem durant le 1er semestre de l'année en cours, pour utilisation frauduleuse, a-t-on appris mardi de la directrice locale de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS).

Lors des «Portes ouvertes» sur l'utilisation rationnelle de la carte Chiffa, Mme Tsouria Bahi a fait savoir que la CNAS de Mostaganem a procédé, durant la même période, à la récupération de 3,9 millions DA de la valeur des ordonnances médicales rejetées dont le montant global était de l'ordre de 8,3 millions DA.

La même responsable a précisé que le blocage de ces cartes délivrées à des personnes atteintes de maladies chroniques, des personnes âgées et des retraités, a été notifié suite à son l'usage «abusif et exagéré» de cette carte ou après un contrôle adminis-

tratif et médical qui a révélé des prescriptions médicales non intégrées sur cette carte.

A ce phénomène de surexploitation des cartes «Chiffa» qui coûte à la CNAS des sommes colossales affectant les équilibres financiers de la Caisse, s'ajoute celui des congés de maladie injustifiés et de complaisance.

Dans ce cadre, Mme Bahi a indiqué que l'agence de la CNAS contrôle les congés de maladie déposés auprès de ses services notamment par le biais de visites inopinées menant au non-remboursement des frais.

Les dépenses globales de la CNAS de Mostaganem ont atteint, l'année dernière, 4 milliards DA dont 3 milliards représentant le remboursement



des frais médicaux soit 74% des dépenses. La même responsable a souligné que le nombre d'ordonnances remboursées l'année dernière a dépassé le million dont 96% effectués par le système de la carte «Chiffa».

La CNAS de Mostaganem compte 233.000 assurés sociaux dont 217.000 détenteurs de la carte Chiffa, a ajouté la même responsable.

AIN TÉMOUCHENT: Découverte de plus de 24 kg de kif traité au large de l'île de Rachgoun

Une quantité de 24,5 kg de kif traité a été découverte, lundi soir, au large de l'île de Rachgoun, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, a-t-on appris, mardi, du groupement territorial des gardes-côtes de Béni

Saf. Cette quantité de drogue, emballée dans des colis protégés avec du plastique, a été découverte flottant sur les vagues, a-t-on précisé de même source.

Cette opération intervient en moins de 72 heures

après la découverte de 160 kg de kif traité sur les plages d'Ouardania et Malus, relevant de la commune d'Oulhassa dont 57 kg découverts dimanche et 103 kg rejetés lundi par les vagues de cette région, se-

lon les services de la gendarmerie nationale d'Aïn Temouchent.

Une enquête a été ouverte pour déterminer la provenance de cette drogue et identifier sa destination, a-t-on souligné.

USA

Un incendie menace le parc naturel de Yosemite en Californie

Un nouveau feu menaçait mardi le parc national de Yosemite en Californie, après avoir causé la mort à un pompier.

Le feu dit de Ferguson, dans la forêt de la Sierra Nevada, a démarré vendredi dans le comté de Mariposa et n'était, mardi, qu'à 5% contenu après avoir déjà rasé 5.000 hectares, selon l'agence de lutte contre les feux Calfire.

Près de 1.500 personnels d'urgence étaient mobilisés pour tenter de le contenir, mais le terrain pentu compliquait l'accès des pompiers, tandis qu'une nouvelle poussée du mercure était attendue dans les prochains jours.

Le feu était particulièrement attisé par le bois mort, les feuilles et herbes desséchées par la chaleur: 27 millions d'arbres sont morts l'an dernier et 62 millions en 2016 après plusieurs années d'une sécheresse record.

Des évacuations obligatoires étaient en cours dans plusieurs campings et l'agence de lutte contre les feux a prévenu que les habitants de certaines zones des alentours du parc devaient se tenir prêts à fuir.

Le brasier a entraîné la fer-



meture de l'autoroute 140 et celle de l'entrée ouest du parc, où la fumée viciait l'air et embrumait le ciel.

Les autorités ont conseillé aux personnes sensibles de limiter leurs excursions ou reporter leur visite de ce point phare du tourisme californien. Outre la Californie,

l'Alaska luttait contre 18 gros incendies, le Colorado contre 7 tandis que 10 sévissaient en Idaho. La saison des feux démarrait toutefois moins fort que celle de l'an dernier: 1,4 million d'hectares ont déjà été avalés par les flammes depuis le début de l'année, contre 1,7 million l'an-

née dernière à la même période. L'an dernier avait été particulièrement dévastateur en Californie avec des incendies records, des milliers de maisons rasées et une quarantaine de décès à cause de feux massifs vers Santa Barbara et dans la région des vignobles de Napa.

INDE :

20 morts dans l'effondrement d'un immeuble

Vingt personnes ont trouvé la mort dans l'effondrement mardi soir d'un immeuble d'habitation près de New Delhi, la capitale indienne, a annoncé la police.

Le drame s'est déroulé à Greater Nodia dans la province de l'Uttar Pradesh (nord), à 45km de New Delhi.

«Un immeuble de six étages dans le quartier de Shah Beri s'est écroulé comme un château de cartes.

Quelque 20 personnes appartenant à cinq familles sont restées coincées sous les décombres», a précisé un policier sous couvert d'anonymat.

Selon les médias locaux, des pompiers et des secouristes professionnels se sont précipités sur place pour sauver les personnes bloquées, qui étaient endormies au moment du drame.

Les effondrements de bâtiments sont fréquents en Inde imputés à l'utilisation de matériaux de construction de qualité médiocre et de mauvaises pratiques de construction.

ETATS-UNIS:

Un meurtrier texan exécuté malgré l'appel à la clémence du fils de la victime

L'Etat américain du Texas a exécuté mardi un meurtrier âgé de 34 ans, malgré un ultime appel à la clémence du fils de l'homme qu'il a tué.

Christopher Young a été déclaré mort le 17 juillet 2018 à 18h38 heure locale, a indiqué, dans un communiqué, le département de la Justice pénale du Texas.

Mitesh Patel, le fils de la victime, avait mené une campagne ces dernières semaines pour demander au gouverneur du Texas d'épargner le prisonnier, père de trois enfants.

«Il a tué mon père, on va le tuer: l'addition de deux maux ne fera pas un bien», avait déclaré aux médias M. Patel. Selon la chaîne CNN, Mitesh Patel avait rendu visite lundi à Christopher Young, décrivant une rencontre émouvante pour les deux hommes.

Les derniers mots du condamné furent d'ailleurs adressés à la famille de la victime.

«Je veux que la famille Patel sache que je les aime comme il m'aime. Assurez-vous que les enfants dans le monde sachent que je suis exécuté et que les enfants que j'ai encadré continuent ce combat. Je suis prêt, gardien».

Un jour de novembre 2004, sous l'emprise de l'alcool et de stupéfiants, il avait abattu le gérant d'une supérette de San Antonio.

Il avait également été accusé d'une agression sexuelle sur une femme ce même jour. M. Young, qui était membre d'un gang violent, a assuré qu'il n'avait pas l'intention d'ôter la vie au commerçant quinquagénaire, nommé Hasmukh Patel.

La scène avait été filmée par une caméra de surveillance. Une des filles de Christopher Young avait de son côté supplié les autorités texanes de ne pas exécuter son père.

Mais la commission des grâces et libérations conditionnelles de l'Etat avait écarté toute mesure de clémence en sa faveur.

Le Texas est l'Etat qui exécute le plus aux Etats-Unis: Christopher Young est le huitième condamné à être mis à mort depuis le début de l'année.

APS

CÔTE D'IVOIRE:

Le PME verse 24,1 millions de dollars américains pour l'éducation préscolaire et primaire

L'Etat ivoirien vient de recevoir 13 milliards de francs CFA (24,1 millions de dollars américains) du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) pour augmenter le taux d'accès au cycle préscolaire et d'améliorer les résultats d'apprentissage dans les écoles primaires de six des 31 régions du pays.

Selon un communiqué de la Banque mondiale publié mardi, qui joue le rôle d'agent partenaire du PME pour ce financement, celui-ci contribuera à l'objectif de la Côte d'Ivoire de mettre les établissements préscolaires communautaires ruraux en conformité avec des normes de qualité minimales, d'augmenter le nombre d'élèves en 2ème année obtenant des «scores moyens ou élevés» en lecture et en mathématiques et d'augmenter le nombre d'enseignants appliquant de nouvelles pratiques pédagogiques plus efficaces. La Côte d'Ivoire a fixé des cibles pour améliorer la qualité et l'environnement de l'apprentissage des enfants, notamment par des activités sanitaires dans les écoles primaires et un soutien aux établissements préscolaires communautaires.

«Nous nous efforçons de réunir les conditions d'une école inclusive, ouverte

à tous et nécessairement intégratrice, montrant par l'exemple que l'équité sociale est nécessaire pour la qualité de vie de tous», a déclaré la ministre ivoirienne de l'Education nationale Kandia Camara, insistant sur l'engagement du gouvernement à «donner à tous les enfants, les mêmes chances de succès».

«Depuis qu'elle est devenue partenaire du PME en 2010, la Côte d'Ivoire a développé ses atouts en matière d'éducation et s'est concentrée sur les difficultés persistantes», a relevé la directrice générale du PME, Alice Albright.

Le pays reste néanmoins confronté à des difficultés relativement à la qualité de l'éducation, en particulier pour les enfants ayant des besoins spécifiques ou vivant dans des communautés rurales isolées, dans les plantations ou les forêts



nationales. Créé en 2002, le PME rassemble des pays en développement, des bailleurs de fonds, des organisations internationales, des représentants de la société civile, des organisations d'enseignants, le secteur privé et des fondations pour l'accès de tous à une éducation inclusive, équitable et de qualité à l'horizon 2030.

Depuis qu'elle a rejoint le PME en 2010, la Côte d'Ivoire a reçu des financements d'un montant total de 41,8 millions de dollars américains.

KENYA:

Un neuvième rhinocéros mort après avoir été déplacé

Un neuvième rhinocéros noirs est mort après avoir été déplacé dans une réserve du sud du Kenya, a annoncé mardi le gouvernement kényan, alors qu'un premier bilan la semaine passée faisait état de huit décès.

«Neuf rhinocéros sont morts pour des raisons que nous sommes en train d'éclaircir», a déclaré Najib Balala, le ministre du Tourisme et de la Faune, ajoutant:

«Deux ont survécu et nous avons la confirmation qu'ils sont en bonne santé».

Ces neuf animaux décédés faisaient partie d'un groupe de 11 rhinocéros noirs, une espèce en grand danger d'extinction, qui avaient été déplacés le 26 juin des parcs nationaux de Nairobi et Nakuru vers celui de Tsavo-Est.

Le ministre a confirmé qu'une enquête allait être ouverte, malgré une première

expertise qui suggère un empoisonnement dû à une eau trop salée.

«Nous avons besoin d'une équipe externe et indépendante pour enquêter sur la situation», a-t-il. De retour d'une visite dans le parc de Tsavo-Est, M. Balala a indiqué avoir vu les 18 cornes des rhinocéros décédés, deux par animal. «Nous sommes sûrs que ces cornes appartiennent aux rhinocéros morts grâce

aux puces installées dessus». Entre 2005 et 2017, 149 rhinocéros avaient été déplacés de la même manière au Kenya et seulement huit étaient décédés, selon le ministère du Tourisme. Selon l'organisation Save the Rhinos, il reste moins de 5.500 rhinocéros noirs dans le monde, vivant tous en Afrique. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) estime que le Kenya en abrite 750.

RDC : Les autorités devraient déclarer la fin de l'épidémie d'Ebola la semaine prochaine

Les autorités congolaises se préparent à déclarer dans une semaine la fin de l'épidémie d'Ebola dans la province de l'Equateur, dans le nord du pays, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soulignant que depuis le 12 juin, aucun cas positif n'a été observé en République démocratique du Congo (RDC).

«Suivant les recommandations de l'OMS, le ministère de la Santé de la République démocratique du Congo a entamé un compte à rebours jusqu'au 24 juillet pour marquer la fin de l'épidémie d'Ebola», a dit mardi la porte-parole de l'agence onusienne Fadela Chaib lors d'un point de presse à Genève.

Le ministère congolais de la Santé déclarera officiellement le 25 juillet la fin de l'épidémie, soit au lendemain de la fin de deux fois la période maximale d'incubation de 21 jours après le dernier malade identifié.

Selon l'OMS, sur un total de 53 cas de fièvre hémorragique signalés dans trois zones de santé de cette province, 24 personnes ont été guéries de la maladie à virus Ebola et 29 décès ont été déplorés.

En outre, un vaccin expérimental a pu être utilisé pour la première fois, après avoir été approuvé par les autorités congolaises.

Il a été injecté à près de 3.330 personnes par les équipes de l'OMS et de l'ONG Médecins sans frontières (MSF).

«C'est l'un des outils qui a contribué à contenir l'épidémie même si ce n'est pas la seule solution pour lutter contre l'épidémie», a fait remarquer Fadela Chaib.

Près de 800 alertes ont été étudiées alors que 1.706 contacts des personnes affectées ont été identifiés et enregistrés. Les activités de recherche de contacts ont été achevées le 27 juin. «Les contacts sont des personnes qui sont entrées en contact avec une personne atteinte d'Ebola», précise l'OMS. En attendant, la surveillance reste toujours active et toutes les alertes sont examinées. «Nous resterons vigilants», a dit la porte-parole de l'OMS qui insiste sur les leçons tirées de l'épidémie d'Ebola en 2014-2015. Selon l'agence onusienne, la dernière épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a clairement souligné «la nécessité d'être plus rapide et plus agile dans les réponses». Pour l'OMS, une réponse rapide et efficace nécessite finalement la coopération d'un vaste réseau de partenaires techniques couvrant de nombreux secteurs, sous la direction d'un gouvernement national également engagé dans la réponse.

APS

SIDA: 3 porteurs du virus sur cinq ont maintenant accès aux traitements

Près de trois porteurs du virus de l'immuno-déficience humaine (VIH) sida sur cinq dans le monde, soit 21,7 millions sur 36,9 millions au total, prennent des traitements antirétroviraux, soit la plus haute proportion jamais atteinte, selon un rapport de l'Onusida publié mercredi.

L'instance de l'ONU chargée de la lutte contre le sida a toutefois tiré la «sonnette d'alarme» sur l'insuffisance des financements.

«Il manque 7 milliards de dollars par an (...) pour nous permettre de maintenir nos résultats», a déclaré son directeur exécutif, Michel Sidibé.

En 2017, 36,9 millions de personnes dans le monde vivaient avec le virus de l'immuno-déficience humaine (VIH), contre 36,3 millions en 2016, selon le rapport annuel de l'Onusida dévoilé à Paris.

Et 21,7 millions avaient accès aux traitements antirétroviraux qui préviennent le développement du sida (contre 19,4 millions en 2016).

L'an dernier, 940.000 personnes dans le monde sont mortes de maladies liées au sida (990.000 en 2016), selon ces chiffres publiés avant la conférence internationale sur le sida d'Amsterdam (23-27 juillet).

A titre de comparaison, au pic de l'épidémie en 2005, 1,9 million de décès dans le monde étaient liés au sida, et seuls 2 millions de porteurs du VIH (sur 30 millions au total) avaient accès aux traitements. Il y a eu 1,8 million de nouvelles infections l'an dernier, un nombre stable par rapport aux années précédentes. Ces résultats glo-



baux cachent de fortes disparités. En Afrique de l'Ouest et centrale notamment, seuls 40% des porteurs du virus ont accès aux traitements. «Certains pays continuent à nous inquiéter, comme le Nigeria, qui représente à lui seul environ la moitié de toutes les nouvelles infections d'Afrique de l'Ouest», selon M. Sidibé. Autre source d'inquiétude: «l'épidémie en Russie est en train de se généraliser. Alors qu'elle était concentrée sur les populations qui s'injectent des drogues, elle touche de plus en plus la population générale», a expliqué M. Sidibé. M. Sidibé a par ailleurs

reconnu des insuffisances dans la lutte contre le sida chez les enfants. «Même si on a évité 1,4 million de nouvelles infections chez les enfants depuis 2010, on constate malheureusement que nous n'avons pas fait suffisamment de progrès», a-t-il noté. «On continue à avoir plus de 50% des enfants qui n'ont pas accès aux traitements, et il y a eu l'année dernière 110.000 décès et 180.000 nouvelles infections. C'est inadmissible», a-t-il ajouté. Après les succès remportés ces dernières années, «nous nous endormons sur nos lauriers et nous faisons face à une crise de la prévention», a estimé le patron ma-

lien de l'Onusida, en insistant sur l'importance du financement. «La crainte est que la diminution des contributions des bailleurs internationaux n'entraîne une diminution des investissements internes des pays touchés», a-t-il dit. Or, «au moins 44 pays dépendent à 75% de l'aide internationale pour combattre l'épidémie». «Si l'on ne dispose pas de ces ressources, il y a un risque important de rebond de l'épidémie, avec un risque de résistance grandissante et d'augmentation de la mortalité due au sida», a-t-il prévenu.

AUSTRALIE: Des chercheurs développent un test sanguin pour détecter le cancer de la peau

Des chercheurs australiens ont annoncé mercredi avoir mis au point un test sanguin pour dépister le mélanome à un stade précoce, déclarant qu'il s'agit d'une «première mondiale» qui pourrait sauver de nombreuses vies.

Les scientifiques de l'Université Edith Cowan, dont les travaux sont publiés dans le journal *Oncotarget*, expliquent que ce test pourrait aider les médecins à déceler le mélanome, un cancer de la peau agressif, avant qu'il ne se propage dans le corps.

«Les patients dont le mélanome est détecté à un stade précoce ont un taux de survie à cinq ans entre 90 et 99%», a déclaré dans un communiqué la directrice de l'étude Pauline Zaenker.

Dans le cas contraire, ce taux descend à moins de 50%. «C'est pour cela que ce test sanguin est si prometteur en tant qu'outil de détection potentiel, car il peut déceler le mélanome en phase très précoce, quand il est encore traitable», a-t-elle ajouté.

Les chercheurs ont procédé à des essais portant sur 105 patients atteints d'un mélanome primaire et 104 personnes en bonne santé.

Le test a permis de détecter un mélanome à un stade précoce dans 79% des cas. Actuellement, le diagnostic repose par un examen clinique effectué par un médecin.

En cas de lésion suspecte, celle-ci est

ôtée chirurgicalement et fait l'objet d'une biopsie.

Le test mis au point par les chercheurs permet d'identifier les auto-anticorps produits par un malade en réaction au cancer.

«Nous avons examiné un total de 1.627 types différents d'anticorps pour identifier une combinaison de 10 anticorps qui sont les meilleurs indicateurs de la présence de mélanome chez des patients atteints comparé aux volontaires en bonne santé», a poursuivi la chercheuse.

Sanchia Aranda, directrice générale de Cancer Council Australia, a jugé ces recherches prometteuses pour les personnes à haut risque, qui doivent se soumettre régulièrement à des dépistages dermatologiques.

Elle a souligné qu'il ne permettait pas de détecter d'autres cancers plus fréquents mais moins dangereux comme le carcinome basocellulaire. «Les gens doivent



être très conscients des dégâts éventuels subis par leur peau du fait du soleil, et faire très attention au moindre changement d'aspect de leurs boutons ou grains de beauté», a-t-elle également déclaré.

Les chercheurs doivent mener un autre essai clinique sur trois ans pour valider leurs conclusions, espérant disposer alors d'un test qui pourrait servir aux médecins.

Un cancer détecté sur trois est un cancer de la peau, selon l'Organisation mondiale de la santé.

L'Australie est le pays qui connaît l'une des plus fortes prévalences du mélanome au monde.

LA GONORRÉE, UNE MALADIE BIENTÔT INCURABLE ?

La bactérie responsable de la gonorrhée, infection sexuellement transmissible, est de plus en plus résistante aux antibiotiques habituellement prescrits. Si cette antibiorésistance se généralise, les médecins craignent que tous les traitements existants deviennent inefficaces, rendant cette infection difficile voire impossible à soigner.

La gonorrhée est-elle en passe de devenir une maladie dont on ne guérit pas ? C'est ce que craint le docteur Sally Davies, chef de la Santé britannique, qui a alerté médecins et pharmaciens sur l'importance de la prescription d'antibiotiques adéquats pour contrer cette infection sexuellement transmissible (IST). Son avertissement fait suite à des suspicions selon lesquelles certains patients n'auraient pas reçu les deux antibiotiques nécessaires pour éliminer l'infection, selon la BBC.

Des souches insensibles aux antibiotiques

La gonorrhée est transmise par une bactérie, le gonocoque *Neisseria gonorrhoeae*. Le problème : cette dernière est capable de développer très rapidement des résistances aux antibiotiques. C'est ce qui a été observé au nord-est de l'Angleterre, où une souche du gonocoque n'est plus du tout sensible à l'azithromycine, un des deux antibiotiques habituellement prescrits en cas d'infection. C'est ce que les médecins appellent l'antibiorésistance. «La gonorrhée risque de devenir une maladie incurable à cause de l'émergence

continue de résistance antimicrobiennes», a déploré Sally Davies dans sa lettre d'avertissement relayée par la BBC.

Un mauvais usage des antibiotiques

Mais comment en est-on arrivé là ? La résistance aux antibiotiques émerge lorsque des antibiotiques sont mal utilisés : antibiotiques non adaptés, surconsommation, mauvais dosage, arrêt du traitement trop précoce... Et c'est ce type de scénario qui a pu se produire en Angleterre où des patients se sont vu délivrer uniquement des comprimés d'azithromycine alors que, dans le cas d'une gonorrhée, ils doivent toujours s'accompagner d'une injection d'un autre antibiotique, la ceftriaxone. Le risque est que cette résistance se généralise et que toutes les souches de gonocoques deviennent insensibles aux antibiotiques, auquel cas nous ne disposerons plus d'aucun traitement efficace contre cette infection.

Vers une recrudescence des maladies bactériennes ?

L'antibiorésistance est un problème de santé publique majeur. Depuis plusieurs décennies, des



maladies telles que les infections urinaires ou les pneumonies sont devenues quasiment bénignes et les risques liés aux interventions chirurgicales ont été considérablement réduits, tout cela grâce à l'utilisation d'antibiotiques efficaces. Mais si les bactéries renforcent leurs résistances, ces

maladies pourraient redevenir dangereuses voire mortelles pour certaines, et le nombre d'infections faisant suite aux opérations chirurgicales pourrait être rehaussé. Pour contrer l'émergence de résistance, chacun d'entre nous peut agir. Même si le slogan est dans toutes les têtes, il n'est pas

inutile de rappeler que les antibiotiques ne sont pas automatiques (notamment en cas de grippe, de rhume ou de toute autre infection virale). Respectez les doses prescrites et la durée du traitement, même si les symptômes disparaissent avant la fin de la plaquette.

RÉSISTANCE AUX ANTIBIOTIQUES : ENFIN UNE PISTE SÉRIEUSE ?

Des chercheurs de l'université de l'East Anglia au Royaume-Uni pourraient bien avoir mis le doigt sur le point faible des bactéries résistantes aux antibiotiques. Celui-ci se cache dans leur membrane.

Jusqu'ici la lutte contre la résistance bactérienne aux antibiotiques se bornait à avertir les usagers des dangers de consommer trop d'antibiotiques. Désormais, il se pourrait qu'on ait enfin trouvé l'arme efficace pour faire céder les bactéries responsables d'infections. Cette arme, ce sont des chercheurs britanniques qui en détiennent le mode d'emploi. Dans la revue *Science*, ils expliquent que le point faible des bactéries dites à Gram



négatif (de type *Escherichia coli*, responsable d'infection intestinale) sont ceintes par une double membrane cellulaire. Pour consolider leur forteresse, les bactéries acheminent des

molécules qu'on appelle lipopolysaccharides de l'intérieur vers l'extérieur. Or, les chercheurs ont compris que si on entrave le transport de ces molécules, il est impossible pour la bactérie de se reconstituer et elle meurt.

Cette trouvaille pourrait permettre de créer «de nouveaux médicaments visant spécifiquement la membrane protégeant la bactérie et non la bactérie elle-même», explique l'étude reprise par l'AFP. «Comme ces nouveaux médicaments n'auraient pas besoin de pénétrer dans la bactérie, cette dernière ne devrait, à notre avis, plus être en mesure de développer de résistance». Dans un rapport publié en avril dernier, l'OMS faisait un pro-

nostic alarmant sur la résistance bactérienne aux antibiotiques. Des infections considérées aujourd'hui comme mineures pourraient se révéler mortelles si rien n'est fait, s'est inquiétée l'Organisation. Dans le collimateur de l'OMS, sept bactéries résistantes responsables de maladies graves : infections hémato-logiques, diarrhées, pneumonies, infections des voies urinaires et gonorrhée (infection sexuellement transmissible).

D'où vient cette résistance aux antibiotiques ? Le mauvais usage de ces médicaments dans les pays pauvres et la surconsommation dans les pays riches l'expliquent en partie.

ELLE FERAIT 23 000 MORTS PAR AN AUX ETATS-UNIS

Après les différentes mises en garde de l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation fédérale de la santé américaine prend les problèmes de la résistance des microbes aux antibiotiques très au sérieux. L'usage inapproprié des médicaments serait la première cause du problème.

Les autorités et institutions sanitaires s'inquiètent depuis quelques années à propos d'une résistance toujours plus importante des microbes aux antibiotiques, une menace à l'échelle mondiale, selon les spécialistes. C'est au tour des centres

pour le contrôle et la prévention des maladies américain (CDC) de s'alarmer.

L'Organisation fédérale estime que la résistance aux antibiotiques fait au moins 23 000 morts chaque année. «C'est un problème majeur», explique à l'AFP le professeur Patrice Courvalin, qui dirige à l'Institut Pasteur le Centre national de référence de la résistance aux antibiotiques. «Le problème n'est pas seulement de ne plus pouvoir traiter une maladie, mais de devoir, un jour, tirer un trait sur 20 à 30 ans de progrès médicaux», explique-t-il.

La tuberculose est l'infection la plus représentative de cette évolution. Des souches mutantes de bactéries insensibles aux médicaments se sont développées et près de 5% des nouveaux cas de tuberculose sont dus à des bacilles multi-résistants. Lorsque les microbes ne réagissent pas aux antibiotiques, les infections deviennent longues à traiter, coûteuses, et les risques de transmission et de décès augmentent. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que l'usage inapproprié des antibiotiques serait la première cause de résistance. Dans

les pays pauvres, la dose administrée est trop faible, alors que dans les pays riches, elle est excessive. Le message «les antibiotiques, c'est pas automatique» semble être entré dans les esprits des Français, qui se classent désormais au troisième rang des consommateurs européens d'antibiotiques par habitant, après avoir longtemps été en première position. «L'habitude d'en prescrire inutilement pour les maladies virales s'estompe, mais 20% des médicaments qui «dorment» dans les armoires à pharmacie sont des antibiotiques», constate l'AFP.

LE STRESS OXYDATIF SERAIT RESPONSABLE DES MIGRAINES



Il existerait 22 facteurs de risque de migraine souvent dus par une accumulation de stress oxydatif.

La cause la plus souvent responsable de la migraine serait le stress oxydatif, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Headache*. Il serait déclenché par 22 facteurs de risque. La migraine pourrait donc être traitée par des antioxydants les plus ennemis du stress oxydatif.

Les chercheurs de l'Université du Maine (États-Unis) ont réalisé une méta-analyse de 261 études sur les facteurs de risque de migraine. Ils ont identifié que le stress oxydatif serait souvent responsable des migraines. Ils ont mis en avant certains mécanismes susceptibles de provoquer du stress oxydatif.

Le surmenage des mitochondries (sources d'énergie cellulaire), l'empoisonnement des cellules, la modification du fonctionnement des membranes cellulaires, l'inflammation des cellules nerveuses et la surcharge en calcium des cellules nerveuses provoquent un excès et une accumulation de stress oxydatif et pourraient donc provoquer des migraines.

Les facteurs de risque de migraine et de stress oxydatif

Les chercheurs ont déterminé 22 facteurs de migraine dont :

l'aspartame, l'infection, la déshydratation, le glutamate monosodique, le bruit, certaines conditions météorologiques, et la pollution, la privation d'oxygène, un sommeil perturbé, les soucis quotidiens, le surmenage mental et le stress le médicament nitroglycérine (vasodilatateur) certains composés chimiques alimentaires (tyramine, bêta-phényléthylamine, flavonoïdes, nitrates), la réduction des niveaux d'œstrogène, une hypoglycémie.

Si les résultats de cette étude ouvrent une éventuelle voie thérapeutique de traitement des migraines avec des antioxydants, les chercheurs rappellent que « cette hypothèse reste encore à valider par d'autres études ».

« Cette théorie intéressante et biologiquement plausible doit encore être validée par l'expérimentation sur le rôle potentiel du stress oxydatif dans le déclenchement des migraines », concluent les auteurs de l'étude.

En ligne sur www.researchgate.net

4 CONSEILS POUR CALMER LES PLEURS DE VOTRE BÉBÉ

Pas toujours facile de bien interpréter et de calmer les pleurs de bébé. Surtout quand la fatigue s'accumule et que l'incompréhension s'installe. Voici quatre conseils pour que votre bébé retrouve son calme... et vous le vôtre!

Pleurs : c'est peut-être une angoisse passagère

Si vous avez fait le tour de toutes ces possibilités et que rien ne vous semble en cause, vérifiez que votre bébé ne pleure pas de mal. Il peut souffrir d'un rot coincé, d'un érythème fessier, de reflux gastrique, de colique, de maux de dents.

Pensez à prendre sa température, à lui proposer de l'eau s'il est enrhumé. Si le problème persiste et que vous observez une récurrence (après chaque repas du soir par exemple), parlez-en vite à votre pédiatre afin qu'il trouve une solution. Si rien ne semble clocher et que votre bébé pleure beaucoup, ne paniquez pas pour autant. Il exprime sûrement un malaise difficilement identifiable mais peu grave ou une angoisse passagère due à son développement.

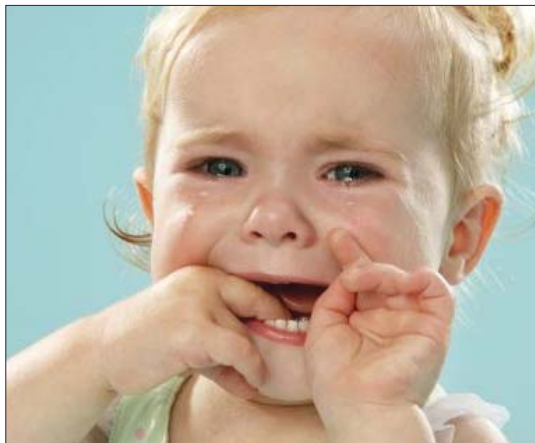
Pour en savoir plus sur les pleurs de bébé avec EurekaSanté, le site médical grand public édité par VIDAL.

Répondez à ses besoins sans attendre

Le meilleur moyen de calmer un bébé qui pleure c'est de répondre à ses besoins (fibre, change, câlin...) ou au moins d'essayer (le bébé comprend que vous prêtez attention à son mal-être). Les enfants comblés n'ont plus de raison de pleurer ! Évidemment, si vous suivez ce conseil, vous récolterez certainement nombre de critiques de la part de votre entourage : « Tu vas en faire un enfant gâté », « Ne la prend pas dans tes bras, il va s'habituer ! » Que nenni !

Dans les premiers mois de sa vie, (avant de maîtriser la parole) les enfants sont dépendants de leurs parents et ne cherchent pas à les manipuler en faisant des caprices ! Ils en sont d'ailleurs incapables sur un plan cognitif. Il serait tout à fait incongru de les laisser pleurer sans essayer de les aider sous prétexte qu'ils vont se calmer tout seuls ou que les larmes leur permettent de se « décharger ». Aurait-on ce genre d'attitude avec un ami ou même un animal de compagnie ?

Cette croyance qu'un enfant devient difficile si on cède à ses pleurs appartient au passé. Des études prouvent même que plus les petits ont été rassurés dans leur prime enfance, plus ils deviendront des adultes confiants en eux et en l'autre, capables de gérer leurs angoisses, en un mot « équilibrés ». L'erreur typique des parents est de pleurer ou de géner l'enfant à l'extérieur de sa chambre pour qu'il « fasse sa nuit » seul alors qu'il en gardant avec eux, l'enfant trouve paisiblement le sommeil pour plusieurs



heures. Le mot d'ordre pour limiter les cris qui ne sont autres que des appels au secours (d'où leur caractère strident) : respecter le rythme et les besoins du bébé et cesser de lui demander de se comporter comme un enfant mature ! Rassurer un enfant les premiers mois de sa vie, c'est lui permettre de devenir autonome plus tard (il saura qu'il pourra compter sur vous, plus rien ne pourra l'effrayer !).

Pour en savoir plus sur les pleurs de bébé avec EurekaSanté, le site médical grand public édité par VIDAL.

Cherchez la cause sans vous obstiner

Les pleurs d'un bébé traduisent forcément un besoin. Avez-vous l'identifié... Certaines mamas repèrent quels types de pleurs correspondent à la faim, la fatigue, l'angoisse. Sinon, procédez par élimination. Votre bébé a-t-il mangé et bu ? Sa couche est-elle propre (on sous estime souvent l'impact d'une couche mouillée sur l'agacement d'un bébé) ?

À t-il chaud ou froid (en touchant ses avant bras, vous sentez cela très vite) ?

Quelle chose peut-il gêner : bruit, mauvaise odeur, tissu qui démange ? Votre bébé souhaite peut-être dormir mais s'ennuie de ne pas y parvenir ? Il s'ennuie avec ses jeux ou veut changer de lieu, de place ?

Il a eu peur d'un objet ou géner l'enfant à l'extérieur de sa chambre pour qu'il « fasse sa nuit » seul alors qu'il en gardant avec eux, l'enfant trouve paisiblement le sommeil pour plusieurs

heures. Le mot d'ordre pour limiter les cris qui ne sont autres que des appels au secours (d'où leur caractère strident) : respecter le rythme et les besoins du bébé et cesser de lui demander de se comporter comme un enfant mature ! Rassurer un enfant les premiers mois de sa vie, c'est lui permettre de devenir autonome plus tard (il saura qu'il pourra compter sur vous, plus rien ne pourra l'effrayer !).

Adoptez le maternage proximal

Allaitement prolongé et à la demande (le sein calme une multitude de causes aux pleurs d'un bébé : faim, soif, angoisse, ennui, tension, froid...), portage en écharpe et bercement (le bébé a vécu neuf mois en apesanteur doucement bercé par les mouvements de sa mère), contacts fréquents (câlins, chansons, caresses, massages), emmaillottage (les premiers jours de la vie, cette technique rassure le bébé qui retrouve les sensations d'éprouvées dans le ventre de sa mère), « cododo » (le bébé dort dans la chambre de ses parents...)...

Tout ceci nécessite évidemment d'adapter son mode de vie. Cela ne signifie pas que toutes les mamans doivent prendre un congé parental de deux ans mais prévoir des solutions qui respectent au mieux les besoins de l'enfant : allaitement maternel prolongé, horaires de travail allégés pour passer du travail à des temps (la qualité ET la quantité de temps passé comptent) et éviter de bousculer les rythmes (un enfant qu'on réveille aura plus de raisons de pleurer), mode de garde « maternants » (assistante maternelle ou crèche qui encourage le portage des bébés).

Pour en savoir plus sur les

pleurs de bébé avec EurekaSanté, le site médical grand public édité par VIDAL.

Trouvez du soutien

S'occuper d'un bébé, même si on ne travaille pas, constitue une charge et une responsabilité très lourdes à porter. Il est essentiel de pouvoir la partager si ce n'est quelques heures par jour en prenant le café chez une voisine ou grâce à un papa qui rentre assez tôt de son travail pour prendre le relais.

En plus de cette habitude quotidienne de sortir du tête-à-tête avec le bébé, trouver du soutien c'est aussi parler de ses difficultés avec son entourage ou des professionnels de la petite enfance : sage-femme, puéricultrice, psychologue. Les maisons vertes ou les associations de parents peuvent aider les mamans en difficulté face à un bébé « difficile » qui pleure beaucoup.

Évidemment, l'angoisse et la fatigue engendrées par une situation où le bébé ne se calme presque jamais entretiennent le mal-être de l'enfant. Bref, pour passer ce cercle vicieux où chacun finit par verser autant de larmes que l'autre, sachez demander du soutien à l'extérieur ! Et n'oubliez pas qu'un parent « à bout » peut commettre des erreurs irréversibles qu'il regrettera toute sa vie (syndrome du bébé secoué par exemple).

Alors, sachez faire un break de temps en temps pour récupérer de l'énergie et de vous contrôler. Et prenez du recul quand vous craquez : votre enfant grandit très vite, bientôt il parlera et vos nuits redeviendront sereines...

MAROC/HIRAK: HRW dénonce la condamnation d'un journaliste à trois ans de prison

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a dénoncé mercredi la condamnation du journaliste marocain Hamid el Mahdaoui à trois ans de prison pour la couverture médiatique du mouvement de protestation populaire du «Hirak», indiquant que cette condamnation envoie un «message glaçant à ce qui reste de journalistes indépendants dans le pays». Pour HRW, la condamnation du journaliste et directeur du site Badil.info, Hamid el Mahdaoui, à trois ans d'emprisonnement, relève de «l'usage arbitraire de la loi contre un journaliste, par des autorités qui ont déjà radicalement réduit le champ de la libre expression au Maroc».

Le directeur du site Badil avait déjà été arrêté en juillet 2017 dans la ville d'Al-Hoceima (nord), pendant qu'il couvrait un rassemblement du mouvement populaire qui a agité la province du Rif en 2016-2017. Selon HRW, sa nouvelle condamnation envoie un «message glaçant à ce qui reste de journalistes indépendants dans le pays». Plusieurs villes marocaines vivent depuis plus d'un mois au rythme des manifestations qui dénoncent la condamnation des détenus du mouvement Hirak au Rif en juin dernier à de lourdes peines et appelant à la levée du «siège militaire imposé à la région du Rif» et au boycott de la «justice marocaine».

Des milliers de personnes ont pris part dimanche à Rabat à la marche nationale pour la libération des ces détenus. Ils ont scandé des slogans hostiles au Makhzen, tels que «le peuple boycotte la justice», «non au siège imposé à la région du Rif» et «liberté aux détenus du Hirak», ont rapporté les médias.

Des familles des détenus, des leaders des partis de gauche à savoir Nabila Mounib et Omar Balafrej ainsi que Mohamed Abadi, leader de la «Jamaa Al Adl Wal Ithssane» ont été les chefs de files de cette manifestation initiée pour réclamer la libération des prisonniers politiques du Hirak rifain. Selon des sources locales, le Makhzen a empêché les Marocains de sortir de leurs villes pour rejoindre la marche nationale organisée à Rabat. De nombreuses unités de la police et de la gendarmerie royale ont été déployées dans les sorties des villes de Berchid, Fés, Taza, Oujda, Meknès, Sidi Kassem, afin d'empêcher les bus et trains de transporter les manifestants.

Cette marche nationale s'inscrit dans le cadre des actions de protestation menées par le comité de soutien aux détenus du Hirak qui avait dénoncé vivement les lourdes peines infligées aux 54 militants de la contestation rifaine par la Cour d'appel de Casablanca le 26 juin dernier. Les peines comprises entre un et 20 ans de prison. Le 8 juillet, une marche de la même envergure avait été organisée à Casablanca par le comité de défense et de soutien du mouvement Hirak et d'autres forces politiques marocaines, mobilisant des milliers de citoyens marocains indignés par le procès Hirak.

APS

SAHEL-ONU

L'ONU s'inquiète d'un possible resserrement des liens entre les groupes extrémistes au Sahel

L'ONU a exprimé mardi sa préoccupation face à «un possible resserrement» de liens entre les groupes extrémistes en Afrique de l'Ouest et au Sahel, évoquant «une menace croissante» que font peser les groupes armés transfrontaliers dans la région.

«L'inquiétude grandit face à un possible resserrement des liens unissant les groupes (extrémistes) en Afrique de l'Ouest et au Sahel» souligne le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres dans son rapport semestriel sur la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel qui sera présenté ce soir au Conseil de sécurité.

Le rapport qui couvre la période allant de janvier à fin juin dernier, relève que les attaques menées ces derniers mois au Sahel ont «considérablement gagné en complexité» faisant un plus grand nombre de morts. L'ONU s'inquiète également de «l'emploi de plus en plus fréquent d'engins explosifs improvisés au Burkina Faso et au Niger».

Le Burkina Faso a continué de subir les attaques de groupes extrémistes, tels que le groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, le long de la frontière avec le Mali, de plus, des éléments de l'Etat islamique du Grand Sahara ont continué de pénétrer sur le territoire en franchissant la frontière avec le Niger, selon le rapport.

Le groupe armé Ansar al-Islam a lui aussi perpétré à plusieurs reprises des attentats contre les forces de sécurité et des civils dans la province septentrionale du Soum à Ouagadougou. Des attaques toujours plus nombreuses ont été signalées dans des zones

éparsées jusque-là.

«Cette contamination par la violence d'autres régions du pays ne manquant pas de susciter des inquiétudes», relève Guterres dans ce rapport qui livre un aperçu sur l'état d'avancement de l'exécution de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel.

Au Niger, la présence de groupes armés non étatiques s'est renforcée dans la région occidentale de Tillabéri, où des activistes affiliés à l'Etat islamique du Grand Sahara s'en sont pris aux services de sécurité et à d'autres cibles.

Dans la région de Diffa, les attaques menées par la faction «Province d'Afrique de l'Ouest de l'Etat islamique» du groupe terroriste Boko Haram ont été signalées en moins grand nombre mais les activités criminelles violentes sont en recrudescence.

Durant la période sous revue, le nombre d'attaques attribuées à Boko Haram a globalement reculé au Niger, tandis que celles-ci ont gagné en ampleur et en nombre au Nigéria.

Depuis le début de l'année, Boko Haram serait responsable de plus de 90 attaques qui ont fait au moins 260 victimes rien qu'au Nigéria, selon les données du rapport.

Le chef de l'ONU, s'est dit «profondément préoccupé par le fait que, dans certaines régions du



Sahel, le champ d'action et l'autorité de l'Etat semblent se contracter au lieu de s'étendre». Le recul de l'autorité de l'Etat dans ces pays a permis à des groupes extrémistes souvent liés à la criminalité transnationale organisée, d'offrir des moyens de subsistance alternatifs, relève-t-il.

La menace croissante que font planer les groupes armés transfrontaliers et la criminalité transnationale organisée a «continué de s'aggraver du fait de la défaillance des institutions étatiques et de la fourniture erratique des services publics», note le rapport.

Globalement, «la situation en matière de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel est demeurée tributaire des condi-

tions de sécurité ayant prévalu au Mali, au Nigéria et au Niger, et de l'aggravation de l'insécurité au Burkina Faso. Aussi, les conflits violents opposant éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires ont gagné en fréquence, en intensité, en complexité et en étendue dans l'ensemble du Sahel», constate le document. Ces heurts, «alimentés par la rapidité de la croissance démographique, la défaillance de la gouvernance, les pressions écologiques et la circulation des armes légères et de petit calibre, prennent le caractère de menaces multidimensionnelles» touchant l'ensemble de la sous-région, indique Guterres qui appelle la CEDEAO et l'ONU à trouver une solution durable à ce problème.

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

Création d'un groupe parlementaire italien d'amitié et de solidarité avec le peuple sahraoui

Un groupe interparlementaire italien d'amitié et de solidarité avec le peuple sahraoui a été créé, mardi au siège du parlement italien, en présence du représentant du front Polisario en Italie et de l'ambassadeur de l'Afrique du sud à Rome. Le groupe interparlementaire est composé d'un nombre important de parlementaires italiens représentant différentes formations politiques à la chambre des députés et au sénat italiens. L'objectif du groupe interparlementaire italien d'amitié et de solidarité avec le peuple sahraoui «est de mener des initiatives pour parvenir à une solution juste et durable de la question sahraouie, en

éuvrant à sa vulgarisation en Italie», indique le communiqué constitutif.

Le groupe interparlementaire a pour priorité de «mener des initiatives pour accélérer le processus de négociations directes entre les parties au conflit (le front Polisario et le Maroc) sous l'égide de l'ONU, en vue de parvenir à une solution juste et équitable qui garantisse au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions de l'ONU et aux chartes internationales», précise le document, cité par l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Ledit groupe aura également pour mission

«d'exhorter les responsables italiens et institutions gouvernementales et parlementaires de ce pays à s'acquitter d'un rôle pionnier, à la faveur de leurs relations privilégiées avec les parties au conflit et les pays de l'Union européenne (UE), afin de trouver une solution juste et durable qui contribuera à la stabilité de la région».

Dans son intervention à l'occasion, l'ambassadeur de l'Afrique du sud à Rome a réitéré l'appui de son pays à la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance, qualifiant l'initiative de création de ce groupe interparlementaire de pas positif.

ONU/MALI :

La crise malienne affecte de plus en plus le Burkina Faso et le Niger

Le Représentant spécial du secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas, a prévenu mardi le Conseil de sécurité que les retombées de la crise malienne affectent de plus en plus le Burkina Faso et le Niger, pays voisins.

M. Chambas a présenté devant les Etats membres les principales conclusions du dernier rapport en date du chef de l'Organisation sur l'évolution de la situation et les faits nouveaux intervenus au cours des six derniers mois en Afrique de l'Ouest et au Sahel, y compris dans le bassin du lac

Tchad. «Les groupes terroristes continuent de provoquer la destruction à travers toute la région, en dépit des opérations antiterroristes en cours», a-t-il déploré, soulignant que la complexité des attaques récentes est le fruit d'alliances conclues entre les organisations terroristes d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, avec des conséquences dévastatrices sur les communautés locales.

Les allégations de violations des droits de l'Homme commises par les forces de sécurité sont en outre très préoccupantes, «dans la mesure où elles fragilisent nos

efforts collectifs», a mis en garde le haut fonctionnaire onusien.

Dans le bassin du lac Tchad, en dépit des gains obtenus par les forces armées nigérianes et la Force multinationale mixte, Boko Haram et l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest demeurent actifs, en particulier dans le sud-est du Niger. La tendance consistant pour Boko Haram à recourir à des femmes pour commettre des attentats-suicide se poursuit, et environ un attentat sur cinq serait perpétré par des enfants. Par ailleurs, a noté le Représentant spécial, l'assèchement du lac

Tchad se poursuit, conduisant à une dégradation de l'environnement, à la marginalisation économique et à l'insécurité pour 45 millions de personnes.

Environ 2,3 millions de personnes demeurent déplacées sous les effets conjugués de l'insécurité, de la mauvaise gouvernance et du changement climatique. En outre, les violences entre éleveurs et agriculteurs représentent une menace sécuritaire pour l'ensemble de la région et risquent de dégénérer en attaques terroristes.

APS

ASSASSINAT D'ENFANTS PALESTINIENS : L'occupant doit assumer toutes ses responsabilités

Le ministère des Affaires étrangères palestinien a appelé hier l'occupant israélien à assumer toutes ses responsabilités suite à l'assassinat des enfants palestiniens. Le ministère s'est indigné du «silence de la communauté internationale et des institutions onusiennes» envers la politique israélienne basée sur l'assassinat et les liquidations des enfants palestiniens, dans un communiqué cité par l'agence de presse palestinienne Wafa.

Ce silence reflète, précise le texte, «l'état de peur, de lâcheté, de provocations et d'accusations israéliennes antisémites», rappelant que l'occupant israélien «a détruit tous les principes de démocratie et d'humanité», pour «le maintien» de son occupation et sa colonisation sur un autre peuple.

Le même département ministériel a fermement condamné, selon Wafa, «les propos et les déclarations racistes» lancés par des responsables israéliens, des dirigeants de la droite extrémiste, des rabbins et des partisans de l'assassinat des enfants palestiniens dans la bande de Gaza.

Dimanche, quatre Palestiniens dont trois enfants ont été blessés dans un bombardement israélien ayant ciblé une maison à l'est de la ville de Gaza, a rapporté l'agence palestinienne.

«Un drone israélien a lancé un missile sur une maison palestinienne, blessant quatre personnes dont trois enfants», a précisé Wafa. Samedi, deux adolescents palestiniens Ameer Namra et Loai Kahl âgés respectivement de 15 et 16 ans ont été tués dans un raid aérien israélien contre un immeuble dans l'ouest de la ville de Gaza. Les deux victimes ont été tuées alors qu'elles se trouvaient dans la rue en bas de cet immeuble, a précisé le ministère de la Santé dans l'enclave palestinienne. Vendredi, un adolescent de 15 ans a été tué par des tirs de soldats israéliens lors de manifestations à proximité de la barrière érigée par l'occupant israélien à l'est de la bande de Gaza. Depuis le 30 mars, les Gazaouis entament des manifestations pour dénoncer le blocus israélien qui dure depuis plus de dix ans et au nom du droit au retour des Palestiniens sur les terres dont ils ont été chassés en 1948. Près de 140 Palestiniens ont été tués par des tirs de soldats de l'occupation israélienne depuis le début des manifestations.

SYRIE :

Le gouvernement reprend son emprise sur plusieurs localités assiégées

Le gouvernement syrien reprend son emprise sur plusieurs localités assiégées au vu des préparatifs en cours mercredi pour l'évacuation de milliers de personnes des dernières localités assiégées de Syrie.

Ainsi, des milliers de personnes sont évacués des dernières localités rebelles, des dizaines de bus pénétrant mercredi dans plusieurs localités telles que Foua et Kefraya, pour évacuer la population en échange de la libération de prisonniers.

Des médias d'Etat ont fait état d'informations sur un accord prévoyant l'évacuation de «milliers de personnes» de Foua et Kafraya situés dans la province d'Idlib. Des dizaines de milliers de civils et de combattants évacués de zones tenues par des terroristes avant leur reprise par les forces pro-gouvernementales ont été dirigés ces dernières années vers la province d'Idlib, frontalière de la Turquie.

Selon la télévision syrienne, la ville d'Ishtabak située dans le nord de la province d'Idlib est également concernée, car les insurgés armés sont prêts à libérer les personnes qu'ils ont enlevées dans ces villes. La date exacte des départs n'a pas été rendue publique mais l'opération pourrait avoir lieu dans les prochains jours. Les évacuations concernent la totalité des habitants des deux villages qui doivent être transférés vers des territoires sous contrôle du gouvernement dans la province voisine d'Alep, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Les habitants de Foua et Kefraya, les deux dernières localités assiégées de Syrie, vont être évacués en échange de la libération de centaines de prisonniers détenus par le gouvernement syrien, selon les médias. Les villages de Foua et Kafraya (nord-ouest) sont pris par des rebelles et le groupe terroriste «Hayat Tahrir al-Cham», ancienne branche d'Al-Qaïda en Syrie. Plus de 8.000 personnes, y vivent actuellement. Mercredi, sur la route menant aux deux villages, des barricades de terre bloquant le passage ont été enlevées et 84 bus ont pu entrer. «Des dizaines de bus et d'ambulances sont entrés dans les deux localités de Foua et Kefraya pour sortir les habitants assiégés par les terroristes», a annoncé l'agence de presse syrienne Sana. Au total, quelque 6.900 personnes, civils et combattants, doivent être évacués. En



contrepartie, 1.500 détenus seront libérés.

Parrainé par la Russie, et la Turquie, l'accord «prévoit l'évacuation totale des habitants des deux villages vers le territoire sous contrôle gouvernemental dans la province proche d'Alep», a indiqué le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane. «En échange, des centaines de détenus seront libérés», a-t-il ajouté. En avril 2017, lors d'une opération d'évacuation, des dizaines d'habitants de Foua et Kafraya avaient été tués sur la route dans un attentat suicide.

Le siège de villes et villages utilisé comme «tactique de guerre»

Le siège de villes et villages a été utilisé comme «tactique de guerre» dans le conflit qui ravage la Syrie depuis 2011. En mars-avril 2018, les opérations antiterroristes de l'armée syrienne sur les secteurs rebelles de la Ghouta orientale, près de Damas assiégés pendant cinq ans, avait obligé les groupes armés acculés et affaiblis à accepter des accords parrainés par la Russie, qui appuie le gouvernement syrien dans le combat contre les groupes terroristes, à la de-

mande de Damas. Le gouvernement syrien a repris le contrôle de la quasi-totalité de Deraa, au terme d'une offensive lancée le 19 juin et d'un accord de «réconciliation» négocié par une délégation russe que les rebelles ont été contraints d'accepter, et qui s'apparente de fait à une capitulation. L'une après l'autre, les localités insurgées de la province sont passées sous contrôle gouvernemental. Des négociations étaient menées pour imposer un sort similaire à la ville de Nawa, où vivent des dizaines de milliers de civils, selon les médias. Lundi, l'armée syrienne a repris la colline d'Al-Harrah, localité la plus haute et la plus stratégique dans la banlieue nord-ouest de la province de Deraa (sud).

Les forces syriennes ont pris le contrôle de la ville d'Al-Harrah et la colline homonyme dans la périphérie nord-ouest de Deraa, a fait savoir l'agence Sana. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), groupe de surveillance basé à Londres, a lui aussi fait état de la progression significative de l'armée syrienne dans la province de Deraa.

TURQUIE: Reprise du procès du pasteur américain Andrew Brunson

Le procès du pasteur américain Andrew Brunson, détenu en Turquie depuis octobre 2016 sous l'accusation d'activités «terroristes» dans une affaire qui a alimenté les tensions entre Washington et Ankara, a repris hier dans l'ouest du pays, ont rapporté des médias. «Nous nous attendons à sa libération», a déclaré à la presse son avocat, Cem Halavurt, en arrivant au tribunal d'Aliaga, dans la province d'Izmir où se tient l'audience.

Me Halavurt a indiqué qu'il demanderait la libération de son client «comme à chaque fois».

Lors de la précédente audience, en mai, le pasteur avait été maintenu en détention préventive, le tribunal invoquant un «risque de fuite». La femme du pasteur, Norine Brunson, assiste à l'audience, selon une correspondante sur place. Trois nouveaux témoins doivent être entendus mercredi.

«Résoudre au plus vite ce cas (...) serait bénéfique pour tout le monde», a déclaré à la presse devant le tribunal Philip Kosnett, chargé d'affaires américain à Ankara. Selon M. Kosnett, le cas du pasteur Brunson a été évoqué lors d'un entretien téléphonique lundi entre les présidents turc Recep Tayyip Erdogan et américain Donald Trump.

«Les deux présidents se sont engagés à rebâtir la relation (américano-turque) et

nous avons beaucoup de travail à faire pour concrétiser cet engagement», a-t-il ajouté. Lors de l'audience de mai, M. Brunson, qui dirigeait avant son arrestation une petite église protestante à Izmir, avait fermement démenti avoir aidé des groupes «terroristes», face à des témoins à charge.

Les autorités turques l'accusent d'avoir agi pour le compte du réseau du prédicateur Fethullah Gülen auquel Ankara impute le putsch manqué de juillet 2016, mais aussi pour le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit). Ces deux organisations sont considérées comme terroristes par la Turquie.

Installé en Turquie depuis une vingtaine d'années, Brunson est aussi accusé d'espionnage à des fins politiques ou militaires. Il risque jusqu'à 35 ans de prison dans ce procès qui s'est ouvert le 16 avril. Cette affaire a contribué à tendre les relations entre Washington et Ankara, déjà houleuses en raison de nombreux différends, notamment au sujet du soutien américain à une milice kurde syrienne et le refus américain d'extraire M. Gülen, installé aux Etats-Unis. En septembre, M. Erdogan avait ainsi évoqué l'idée d'échanger le pasteur Brunson contre le prédicateur Gülen, une hypothèse écartée par Washington.

NICARAGUA:

Un quartier de Masaya maîtrisé par les forces de l'ordre, au moins deux morts

La police a pris mardi le contrôle du quartier insurgé de Monimbo à Masaya, dans le sud du Nicaragua, après de violents affrontements mardi avec des manifestants qui ont fait au moins deux morts, selon des sources concordantes. «Aujourd'hui (mardi), c'était au tour de Monimbo, à Masaya, de retrouver des rues libres de tout blocus où les gens peuvent se déplacer librement», a déclaré le gouvernement nicaraguayen sur son site internet. «Aujourd'hui, ce quartier historique célèbre sa liberté, après avoir été kidnappé par des terroristes financés par la droite putschiste», est-il ajouté. Après plusieurs heures de combats et un «usage excessif de la force» contre les manifestants, la police et les groupes armés irréguliers ont pris le contrôle de la ville, a déclaré Alvaro Leiva, dirigeant de l'Association nicaraguayenne des droits de l'Homme (ANPDH). Un millier d'hommes des forces anti-émeutes et de paramilitaires fortement armés à bord d'une quarantaine de pick-up étaient entrés au petit matin dans Masaya, situé à une trentaine de kilomètres de la capitale Managua.

YÉMEN:

3 morts dans un tir de mortier sur un marché dans le sud-ouest

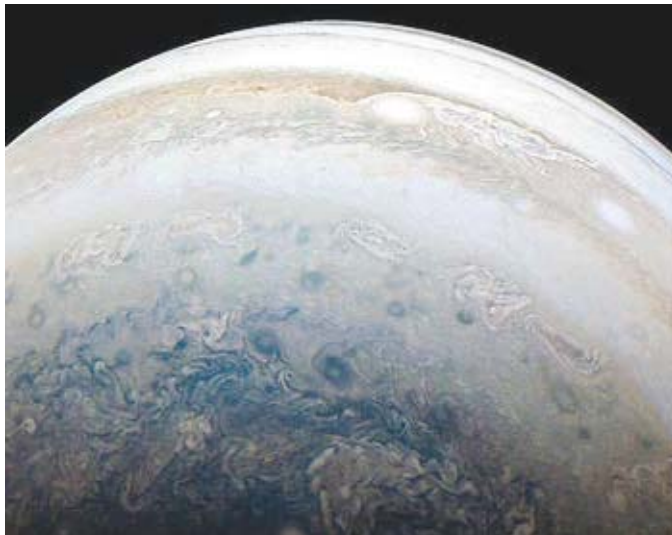
Trois civils ont été tués et neuf autres blessés dans un tir de mortier sur un marché très fréquenté, dans le sud-ouest du Yémen, a indiqué Médecins sans frontières (MSF) mercredi. L'ONG a indiqué sur Twitter que l'obus était tombé sur la ville de Taëz, près de la cité portuaire de Mokha, sur la mer Rouge, contrôlée par les éléments houthis. MSF n'a pas précisé quand avait eu lieu le bombardement, ni qui en était responsable. Un conflit oppose depuis

plusieurs années les Houthis, basés principalement dans le nord du Yémen au gouvernement du président Abd Raboo Mansour Hadi, soutenu par une large coalition militaire menée par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis. La guerre au Yémen a fait près de 10.000 morts, dont plus de 2.200 enfants, depuis le début de l'intervention de l'Arabie Saoudite et de ses alliés en 2015, provoquant «la pire crise humanitaire au monde» selon l'ONU.

ASTRONOMIE

12 nouvelles lunes découvertes autour de Jupiter

Douze nouvelles lunes ont été découvertes autour de Jupiter, portant à 79 son nombre total de satellites connus, un record parmi les planètes de notre système solaire, a annoncé mardi une équipe américaine d'astronomes.



Le chercheur Scott Sheppard, de la Carnegie Institution for Science, a qualifié l'une de ces nouvelles lunes de «boule étrange» en raison de sa petite taille: un peu moins d'un kilomètre de diamètre seulement, ce qui en fait «probablement» le plus petit satellite de Jupiter. Son orbite est par ailleurs «différente de celle de toutes les autres lunes jupitériennes connues», a précisé l'astronome.

Il faut environ un an et demi à cette «boule étrange» pour faire le tour de Jupiter, dont l'orbite inclinée croise celles d'une nuée d'autres lunes se déplaçant dans le sens inverse de la rotation de Jupiter. «C'est une situation

instable», a commenté M. Sheppard. «Les collisions frontales peuvent rapidement disloquer les satellites et les réduire à la poussière».

La «boule étrange», comme deux des lunes récemment découvertes, tourne dans le même sens que Jupiter. Il faut un an environ aux satellites les plus proches pour faire le tour de la planète, contre deux ans pour ceux plus éloignés. Toutes ces lunes pourraient être des fragments issus de collisions entre des corps cosmiques plus larges.

Les astronomes ont proposé de baptiser «Valtudo» la «boule étrange», du nom de l'arrière-petite-fille du dieu romain Jupiter, déesse de la santé

et de l'hygiène. L'astronome italien Galilée a découvert dès 1610 les quatre premières lunes de Jupiter. L'équipe d'astronomes à l'origine de la récente découverte n'était pas à la recherche de nouvelles satellites de Jupiter, mais ces derniers sont apparus dans le champ de leur télescope alors qu'ils cherchaient des planètes au-delà de Pluton. Les nouvelles lunes ont été observées pour la première fois en 2017 dans l'optique d'un télescope basé au Chili et exploité par l'Observatoire astronomique national des Etats-Unis. Il a fallu un an pour confirmer la trajectoire de leurs orbites à l'aide de plusieurs autres télescopes aux Etats-Unis et au Chili.

ESPACE

La Russie prépare le lancement d'une fusée super-lourde en 2027

La Russie prépare le lancement d'une nouvelle fusée super-lourde en 2027, a indiqué mardi le directeur général des activités spatiales de la compagnie aérospatiale étatique russe «Roscosmos», Dmitri Rogozine.

«Nous parlons d'une fusée fondamentalement nouvelle», a indiqué M. Rogozine dans des déclarations à la presse, ajoutant que ce véhicule «serait lancé depuis le cosmodrome nouvellement construit de Vostotchny à l'extrême est de la Russie».

En accord avec un décret présidentiel en février, un nouvel atelier est actuellement mis en place au Centre spatial de fusées de Progress à Samara, dans la partie européenne de la Russie, pour le développement de cette fusée, a-t-il fait savoir, précisant que la nouvelle fusée servira à transporter des cargaisons vers une future station lu-

naire. Selon certains médias, ce lanceur devrait être capable de transporter des charges pouvant atteindre jusqu'à 90 tonnes en orbite basse terrestre, et des charges pouvant atteindre 20 tonnes en orbite lunaire.

En avril, le président Vladimir Poutine a déclaré que la Russie suivait un programme lunaire visant à envoyer des astronautes sur la lune avec pour horizon 2030.

La Russie compte construire une station spatiale en orbite lunaire, puis installer des modules sur la lune, a fait savoir M. Poutine. Le site de Vostotchny est le premier site russe de lancements spatiaux civils, offrant à la Russie un accès total à l'espace et réduisant sa dépendance au cosmodrome de Baïkonour au Kazakhstan.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de M'sila
Direction de la formation et l'enseignement professionnels
N.F : 099028019000629

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITÉ MINIMALES N° 04/DFEP/2018

La direction de la formation et l'enseignement professionnels de la wilaya de M'sila lance un avis d'appel d'offre national ouvert pour le projet : ETUDE ET REALISATION ET EQUIPEMENT EN MOBILIER SCOLAIRE, SERVICE COMMUN ET PARC AUTO INSTITUTE NATIONAL SPECIALISE EN FORMATION PROFESSIONNEL (INSFP) 300/124 LITS M'SILA.

Pour les lots Suivant :

LOT N°10 : EQUIPEMENT MOBILIER SCOLAIRE + EQUIPEMENT DE BUREAU + EQUIPE DE L'AMPHITHEATRE + EQUIPE BIBLIOTHEQUE + EQUIPE DE SONORISATION ET INFORMATIQUE ET STANDARD + EQUIPEMENT DE PLACE DE SIGNALISATION.

LOT N°11 : SERVICE COMMUN (EQUIPE DE CUISINE + EQUIPE REPECTOIRE + EQUIPE CHAMBRES FROID) + EQUIPE DE L'INTERNAT + EQUIPE DE FOYER.

- Les fournisseurs spécialisent dans les domaines suivants :

Equipement service commun (équip de cuisine + équip réfectoire + équip chambre froid) et en équipement informatique et standard et en équipement de climatisation et équipement de place de signalisation.

Peuvent Retirer Le Cahier De Charges Auprès de la direction de la formation et l'enseignement professionnels wilaya de m'sila nouvelle cite administrative LES OFFRES DOIVENT ETRE ACCOMPAGNEES DES PIECES SUIVANTES :

01 -LE DOSSIER DE CANDIDATEUR :

- Une déclaration de candidature
- Une déclaration de probité
- Les statuts pour les sociétés
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant sous-traitants :

- A. Capacités professionnelles : attestation d'agrément ou certificat de qualité et certificat d'origine de produit, certificat de conformité.
- B. Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans les trois dernières années 2015-2016-2017.
- C. Capacités techniques : références professionnelles.

02- OFFRE TECHNIQUE :

- 01- Déclaration à souscrire remplie, date, signé avec cachet humide de l'entreprise.
- 02- Planning d'avancement de l'exécution remplie, date, signé avec cachet.
- 03- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique: fiche technique argumentative.
- 04- Cahier des charges rempli date et signé avec le cachet humide de l'entreprise sur toutes les pages portant la mentions (lu et accepté) manuscrite.
- 05- Registre de commerce (photo Copie)
- 06- Extrait de rôle moins de trois mois apuré ou avec échéancier (photo Copie) résidence du soumissionnaire, siège social de l'entreprises ou lieu d'activité
- 07- Attestation de mise à jour CASNOS - CNASAT (Photo Copie) en cours de Validité.
- 08- Numéro d'identification fiscale (Photo copie)
- 09- Casier judiciaire n° 3 en cours de validité (Copie Originale)
- 10- Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les années 2017 (photo copie) pour les personnes morales
- 11- Attestations de bonne exécution des cinq dernières années des projets similaires réceptionnés y Compris nature des travaux réalisés, délais de réalisation et montants (Photo Copie).
- 12- Bilan de l'entreprise des 03 années précédentes (2015 - 2016- 2017) (Photo Copie)
- 13- Statut de l'entreprise pour les personnes morales (photo Copie)
- 14- Certificat d'origine de produit d'élevage de la part de la chambre de commerce spécialisée territorial (photo Copie)
- 15- Certificat de conformité délivré par une institution d'état (photo Copie).
- 16- Fiche technique ou les catalogues original ou photo couleur porte les caractéristiques techniques du produit anonymes.
- 17- Certificat de fabricant délivré par la chambre de commerce pour ce qu'ils exercent l'activité de fabrication (photo Copie)
- 18- Liste de matériel et d'autre capacité matériel : Carte grise et assurance (photo Copie).

03- OFFRE FINANCIERE :

- 01- lettre de soumissions rempli, date et signe avec le cachet humide de l'entreprise.
 - 02- bordereau des prix unitaires rempli, date et signe avec le cachet humide de l'entreprise.
 - 03- devis quantitatif et estimatif rempli, date et signe avec le cachet humide de l'entreprise.
- les offres devront être déposées au niveau du siège DFEP (nouvelle cité administrative m'sila.)
- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature » « offre technique » et « offre financière » selon le cas ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, Portant la mention :

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES AVEC EXIGENCE DES CAPACITE MINIMALES »

DIRECTION DE LA FORMATION ET L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS
N.F : 099028019000629

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT

N°: 04 / DFP 2018

PROJET : ETUDE ET REALISATION ET EQUIPEMENT EN MOBILIER SCOLAIRE, SERVICE COMMUN ET PARC AUTO INSTITUTE NATIONAL SPECIALISE EN FORMATION PROFESSIONNEL (INSFP) 300/120 LITS M'SILA.

LOT :

- Délai DE PREPARATION DES OFFRES :

Fixé de (21) jours, à compter de la première parution de cet avis d'appel d'offre ouvert dans les Journaux nationaux ou BOMOP.

- DEPOT DES OFFRES :

- Les offres devront être déposées après expiration du délai de préparation des offres qui fixe de 21 jours à compter de la première parution de l'appel d'offre ouvert dans les journaux nationaux ou BOMOP jusqu'à (13:30 heures).

- L'OUVERTURE DES PLIS :

L'ouverture des plis Le dossier de candidature et techniques et financières se de roule dans une seule séance public au niveau de la DFP M'SILA dans le même jour de dépôt des offres à partir du 14h:00, si ce jour coïncide avec un jour de repos légal ou fin de semaine, le dépôt des offres et l'ouverture sera reporté au jour ultérieur de travail et à même heure.

-Les Soumissionnaires resteront engager Par leurs offres pendant 111 Jours à partir de la Date de dépôt des plis.

TIZI-OUZOU :

Début aujourd'hui du Festival Raconte-Arts, perpétuation d'une "dynamique d'engagement citoyenne"

La 15ème édition du Festival Raconte-Arts débutera jeudi au village Tiferdoud (70 km au Sud-est de Tizi-Ouzou) et s'étalera sur une semaine en perpétuation depuis 14 ans d'une «dynamique d'engagement citoyenne».

Lancée en 2004, la manifestation a acquis «un impact certain dans la région et même au-delà», estiment plusieurs observateurs et acteurs de la scène artistique locales.

Cette 15ème édition sera marquée par la consécration d'une journée au village hôte pour se faire connaître auprès des visiteurs. Une initiative qui consacre une idée force de cette manifestation qui est «la participation citoyenne effective».

«Nous avons décidé, à partir de cette édition, d'instituer une journée consacrée au village hôte pour faire valoir ses atouts auprès de ses hôtes en accord avec un principe fondateur du festival qu'est la participation citoyenne», a expliqué Hacène Metref, l'un des membres fondateurs et directeur du festival. Un principe qui était l'une «des motivations premières ayant présidé au lancement de la manifestation», a-t-il relevé.

Ce principe a été «adopté sans difficultés par les citoyens et les villages qui l'ont pris à bras le corps en s'engageant eux-mêmes dans la préparation de la manifestation», s'est félicité M. Metref, ajoutant : Le festival «n'est plus la propriété des ses promoteurs, mais de tous ceux qui y participent».

A ce propos, et à la question sur l'éventualité d'exporter le festival, le responsable répond que «cela ne relève pas des organisateurs car il n'a pas de tuteurs, il suffit que l'idée soit prise par des acteurs locaux et chaque région ou wilaya aura son festival».

Une manière de vivre ensemble

De par son mode d'organisation impliquant une large participation, le festival constitue «une aubaine pour promouvoir la citoyenneté», a estimé, pour sa part, Mohamed Salem Sadali, membre du comité de village de Tiferdoud et coordinateur du comité d'organisation de cette 15ème édition.

L'organisation de cette édition, a-t-il précisé, «n'a pas été déterminée par le prix du village le plus propre décerné au village Tiferdoud en 2017, mais, s'inscrit en droite ligne des objectifs que nous nous sommes tracés». «Après la consécration reçue en 2017, il fallait maintenir cette ferveur de participation au sein de notre village et l'accueil de ce festival s'est imposé pour nous comme une suite logique de nos objectifs», a expliqué M.

Sadali, poursuivant : «Nous avons atteint notre premier objectif qui était de vivre dans un cadre

agréable et propre, il fallait l'agréable de quelque chose qui puisse apporter de la joie de vivre et, aussi, maintenir la participation et perfectionner la solidarité créée».

Pour le coordinateur du comité d'organisation, l'objectif de cette manifestation est de «promouvoir le vivre ensemble, s'organiser et penser des projets d'avenir ensemble, surtout pour les jeunes générations qui n'ont pas vécu cette solidarité ancestrale qui existait au sein de notre société».

Ressusciter la cohésion sociale par l'engagement

Ce festival est une manière de «ressusciter la cohésion sociale par l'engagement de chacun pour une œuvre commune, a souligné pour sa part, Jugurta Nekmouche, anthropologue et directeur de thèses à l'Université Mou-loud Mammeri (UMMTO) de Tizi-Ouzou. «C'est une idée originale qui peut prétendre à la réparation, par l'engagement pour une œuvre commune, de la cohésion sociale entamée par plusieurs facteurs, à commencer par la longue nuit coloniale et de tout ce que notre société a vécu comme drames et tragédies depuis l'indépendance», a-t-il jugé.

La solidarité, qui était une va-



leur ancestrale au sein de notre société a été, «entamée dans ses ressorts par les différentes péripéties de notre Histoire et il est nécessaire de recréer des liens au sein de la société à la faveur de la paix sociale retrouvée», fait-il remarquer.

Aujourd'hui, «la notion même de temps a évolué, les gens sont éparpillés et pris par les péripéties de leur quotidien et il est primor-

diale de trouver des formules permettant des dynamiques communes». A ce propos, a-t-il renchérit, «la société peut saisir, à travers ce festival, qui est à la base une manifestation festive et de détente, que le sens de son salut est dans une dynamique d'engagement pour une œuvre commune» et partant, ajoute-t-il «permettre de relancer le relais générationnel rompu».

MOSTAGANEM:

La pièce «Elâab» de la coopérative «Atlis» de Sidi Bel-Abbès décroche le Grand prix du festival du théâtre amateur



La troupe de la «Coopérative culturelle Adlis» de Sidi Bel-Abbès a décroché le grand prix «Si Djilali Benabdelhalim» de la 51ème édition du Festival national du théâtre amateur (FNTA), qui a pris fin, dans la nuit du mardi à mercredi, à Mostaganem.

La troupe représentant la capitale de la Meqqara avait participé à ce festival avec la pièce «Elâab» (Joue!).

Le prix de la meilleure mise en scène a été attribué à la coopérative «Théâtre Bidoun houdoud» de Boumerdes pour sa pièce «Caporal», alors que le prix du meilleur texte a été attribué à l'association «Derb El Assil» de Laghouat pour sa pièce «Aswat El Hamiche wel kanadile».

Le jury a également décerné le prix de la meilleure scénographie à la pièce «Andi Rissala» de la troupe «Moultaka El Founoune» de Boumerdes. Les prix des meil-

leures interprétations féminines et masculines sont revenus respectivement à Taleb Warda (Bejaia) et à Aïssa Fartassa et Fares Abderrahmane (Bordj Bouararidj).

Enfin, le prix spécial du jury a été remis à la troupe «Numidia» de Bordj Bouariridj pour sa pièce «Nestenaw Fel Heit». Cette 51ème édition du FNTA a vu la participation de 12 troupes venues de différentes régions du pays, rappelle-t-on. Parallèlement au volet compétition, un séminaire sur le mouvement du théâtre amateur et une journée de solidarité avec le peuple palestinien, sous le slogan «la place du chahid dans le théâtre», ont été organisés au profit des festivaliers. Les participants ont bénéficié de deux ateliers de formation, l'un dédié à l'éclairage et un autre sur la communication culturelle et la commercialisation des représentations théâtrales.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE
DE LAGHOuat

Avis d'attribution provisoire de marché NIF : 09830301005814

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Laghouat, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au concours national d'architecte N° : 06/2018 parue au quotidien national «al Hayat» et «DKNEWS» en date du : 17/03/2018 relative aux études et suivi en TCE, VRD pour la réalisation de 500 logts type location-vente à la wilaya de LAGHOuat repartis en six projets, qu'après évaluation des offres en date du : 28/06/2018, les conventions sont attribuées provisoirement comme suit :

Désignation des projet	BET	Matricule fiscal	Note technique (/100)	Montant de l'offre après vérification en TTC DA	Critères de choix
98 logts à m hafir	Zitout smail	186173100014171	75.56	22.807.785,00	Meilleure offre
88logts à m hafir	Semahi Aek	19830301090830	73.30	22.506.000.00	Meilleure offre
84logts à m hafir	Société civil en architecture Bader dahman	196703010032939	75.22	19.334.700.00	Meilleure offre
80 logts a m hafir	Banaya abderahmane	198603010168825	74.80	21.948.000.00	Meilleure offre
68 logts a pos 18	Benlakhdar djallal	186030101395142	73.51	18.519.612.66	Meilleure offre
82 logts pos 18	Roughiti merouane	198703010095822	72.80	20.971.060.00	Meilleure offre

Les bureaux d'études, sont invités s'il le souhaitent à se rapprocher des services de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Laghouat dans un délai de **trois (3 jours)** à compter de la première Date d'affichage de cette annonce pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Les bureaux d'études qui contestent ce choix peuvent introduire un recours dans un délai de **dix (10) jours** à compter du jour d'affichage de cet avis auprès de la direction générale de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière De Laghouat
Toul recours qui intervient après ce délai n'est pas recevable.

Programme de la soirée

TF1 20:00

Le transporteur : héritage

Réalisateur : Camille Delamarre
Avec : Ed Skrein, Loan Chabanol



En 1995, le cruel Karasov prend le contrôle de la prostitution sur la Côte d'Azur. Quinze ans plus tard, une de ses prostituées, Anna, tue un de proches de Karasov avant de contacter Frank Martin, le transporteur, pour lui confier une mission. Après avoir braqué une banque fait enlever le père de Frank, Anna, aidée par trois complices, entraîne le transporteur dans une course-poursuite avec la police.

France 2 19:55

Secrets d'histoire

MAGAZINE HISTORIQUE
100 épisodes



Au cœur de Paris, dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés, se dresse depuis le début du XVII^e siècle le palais du Luxembourg, aujourd'hui siège du Sénat. La reine Marie de Médicis a ordonné sa construction en souvenir du palais Pitti à Florence, où elle est née, en avril 1575. Issue de la sulfureuse famille de banquiers toscans, les Médicis, la jeune Marie connaît le luxe, la puissance, l'humiliation et le dénuement. Quel couple forme-t-elle avec ce roi Henri IV, de 22 ans son aîné ? A-t-elle joué un rôle dans l'assassinat de son mari, 24 heures après avoir été sacrée reine à son tour ? La question agite toujours les historiens.

France 3 19:55

Le choix de Cheyenne

Réalisateur : Jean-Marc Brondolo
Avec : Daniel Russo, Agnès Soral



Cheyenne, 15 ans, constate que la situation est tendue entre Laura et Lionel, ses parents. Une nuit, elle est réveillée brusquement par Laura qui lui annonce que Lionel a eu une crise cardiaque et a été hospitalisé. Quand Cheyenne tente de lui rendre visite, elle apprend qu'il n'a jamais été admis aux urgences. Confrontée, Laura lui dit que Lionel est parti avec une maîtresse. Mais Cheyenne ne la croit plus. Elle demande alors de l'aide à Simon, un gendarme.

CANAL+ 20:00

Homeland

Réalisateur : Alex Graves
Avec : Claire Danes, Elizabeth Marvel



Carrie et Saul et leur équipe arrivent à Moscou. Leur mission consiste à se faire passer pour des diplomates américains afin de pouvoir arrêter Simone et de l'extrader secrètement aux Etats-Unis. Ils mettent au point un plan qui devrait leur permettre d'agir au cours d'un sommet diplomatique. Mais Yevgeny les attend de pied ferme.

6 20:00

Pékin express : la course infernale

JEU 11 saisons / 3 épisodes



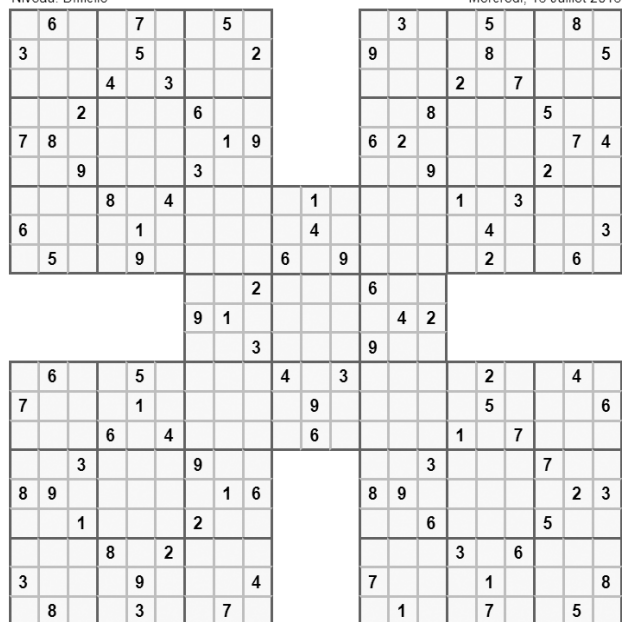
Au départ du lac Batang Ai, sur l'île de Bornéo, en Asie du Sud-Est, un nouveau binôme d'inconnus rejoint le jeu : il s'agit de Florian et Gabriel, qui n'ont pas du tout le profil d'aventuriers ! Durant cette deuxième étape, les concurrents parcourent environ 580 kilomètres à travers la forêt tropicale, dont une partie en avançant en auto-stop par groupe de quatre équipiers. Pour remporter l'immunité, il va falloir avoir l'estomac bien accroché. Lors du troisième jour de course, ils vont devoir gérer la menace du drapeau noir sur leur route jusqu'à Bintulu !

Jeux

Samourai-Sudoku n°1923

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



«Un ajournement équivaut presque toujours à une renonciation.»

Citation de Victor Cherbuliez ;
Les pensées extraites de ses œuvres (1913)

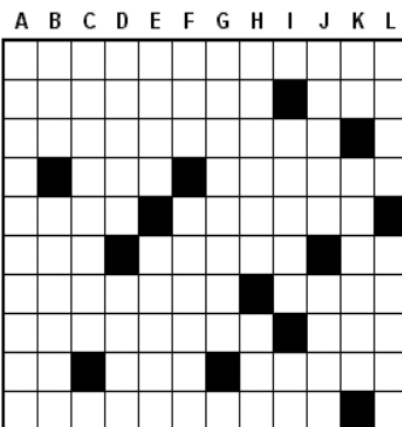
Mots croisés n°1923

- 1- Préparer pour les climats chauds
2- Marche arrière - Zigouilla
3- Bien gauloise
4- Bonne période pour le plagiste - Copiée
5- Numéro d'œuvre - Coiffures de prêts
6- Totalement rempli - Mesure de café - Il vaut le chrome
7- Très bien mis - Manifestation de réflexion
8- Finasserie - Mémoire de programmeur
9- C'est pareil mais plus petit - Pas du tout reconnu - Entendra comme avant
10- Souhaiterons

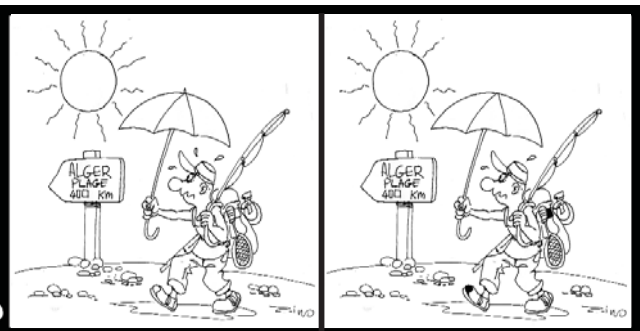
Horizontalement :

Verticalement :

- A - Gestion des fonds
B - Forme de désert - Marais
C - Comme une terre colorée
D - Profonde cavité - Porteur d'hérédité
E - Rivière bretonne - Mettre à sec
F - Fruit du travail manuel - Brassée
G - Hérétiques nudistes
H - Petits loirs - Jardin d'acclimatation
I - Temps d'existence - Début de décomposition
J - Monolithe gravé - Vociférations
K - Possédé - Appâter
L - Abri de croiseur - Vieux français



Terreurs



dédiera	↓	êtres faibles écarte- ront	↓	inséra un scion vers de vase	↓	paqe des titres bois brûlés	↓	oiseau criard furent en évidence	↓	fiercé de coq	↓	selle de baudet mettra au courant	↓
grassoil- lette	↓									vallée envahie comme intacts	→		
dégaque- raient nomme- ras	→												
	↓					frottés d'huile pronom indéfini	→						ville de Haute Provence
partie latérale	→				atome chargé	→			coupelles de labo thymus du veau	→			
avalisera	↓				béant	↓					plaisanté	→	
	↓										espion endormi	↓	
image de richesse	→					sourire grimçant petits chevaux	→						
direction	↓					fulminait	→						
	↓			inspira- trice	↓	piquas partout	↓						
note de musique combus- tibles	→			forme de chapeau naïve- ment	↓				confiante	→			
	↓								genre de mouette	↓			
	↓									à travers	→		
	↓									nation d' Amérique	↓		
sœur de maman	→	grosse mouche	→					élimine	→				
	↓	hôtelier	↓					récente	↓			rideau	↓
	↓				unités de force héros de scène(Le)	→					étain en équation	↓	
indien du Lac Salé cours de Sibérie	→			placerait	→						anathique	↓	souvent dite kiné
	↓			vaques	↓								
	↓	partie de l'année	→			début de série commo- de	→			désigna- tion plante puante	→		
allonge	→	colorer	↓			se confir- mera (s')	→						
attrape	↓					coûtent	↓						
	↓				existence	→				aurochs	→		
	↓				jeune danseuse	↓				Iran d' autrefois	↓		
demeure- ras boisson de messe	→							gaz intes- tinal person- nel	→			chemin de fer	↓
	↓		crasse	→						âge géo- logique point cardinal	→		
	↓		attendri	↓	double règle	→		monnaie suédoise belle carte	→			l'or de la cornue fleuve au domarois	→
	↓				de même	↓							
	↓				apparaîs- sais	→							
très savants	→							calme en- tre deux marées	→				

*C'est arrivé un
19 juillet*

[illegible]

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	T	R	O	P	I	C	A	L	I	S	E	R
2	R	E	G	U	L	A	D	E		T	U	A
3	S	E	G	R	I	L	L	A	R	D	E	
4	S		E	T	E		M	O	U	L	E	
5	O	P	U	S			M	I	T	R	E	S
6	G	R	A	S		T	A	S	S	E		C
7	E	L	E	G	A	N	T		E	C	H	O
8	R	U	S	E	R	I	E	Z		R	E	M
9	I	D		N	I	E		O	U	I	R	A
10	E	S	P	E	R	E	R	O	N	S		N

B D L E N U G C R A
B E D E P N T R A N R E A I E N T S
C I T E R A T E S O I N T E S T A T E S
C U T E S O N N R I C T U S
C R E S U S P E S T A I T
S E N S V P E S T A I T
R E M E L O N S U R E
C A R B U R A N T S P A R O
O E S T E R A N T S T U E O S N
T A N T E D Y N E R A I T
U T E C A S U R E A I T
O B M O I D A V E R E R A I T
E T E N D A V E R E R A I T
P G I T E R A I T
V I N S A L E T E S E R E
S T E T E O R E A U
A T E M I N A I S S A I T

2013 - Des orages particulièrement violents privent plus d'un demi-million de Québécois d'électricité.
2007 - Une bombe identifie 135 viaducs dont l'armature est détériorée et restreint la circulation des camions lourds.
2005 - Métro acquiert les épiceries A&P en Ontario.
2002 - Une commission d'enquête britannique révèle que le médecin Harold Shipman aurait tué 215 patients entre 1975 et 1988.
1990 - Selon les Nations unies, la population de la planète passe le cap des six milliards d'habitants.
1997 - A Prince-Rupert, le traversier américain Malspina est bloqué par de petits bateaux, pour dénoncer la surpêche du saumon par l'Alaska.
1996 - Des pluies diluviennes au Saguenay-Lac-Saint-Jean et sur la Côte-Nord font huit morts, et 12 000 personnes sont évacuées.
1996 - L'ancien boxer Mohammed Ali, atteint de la maladie de Parkinson, allume la flamme des jeux olympiques d'Atlanta.
1992 - A Palerme, en Sicile, le juge Paolo Borsellino est tué par une bombe de la mafia.
1991 - Deuxième soirée d'émeutes raciales à Halifax.

JAJ-2018 (2E JOURNÉE) :

La jeunesse sportive africaine s'invite à Alger

La 3e édition des Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018) a débuté hier à Alger avec la participation de 3.300 athlètes de 54 pays dans 30 disciplines, dont 432 Algériens qui seront en course avec l'objectif de figurer pour la première fois sur le podium de la compétition.

Pour atteindre ce but, les athlètes algériens devront récolter le maximum de médailles en se frottant aux 3.300 jeunes talents africains attendus à Alger et Tipasa, les deux villes qui accueilleront les compétitions.

Les athlètes algériens engagés dans les épreuves d'athlétisme, d'aviron, de beach-volley, de hockey sur gazon, de rugby et de tir à l'arc, sont également appelés à décrocher des qualifications aux Jeux Olympiques de la jeunesse, prévus en octobre prochain en Argentine. La première journée des JAJ-2018 sera essentiellement marquée par la cérémonie d'ouverture prévue à partir de 18h00 au stade du 5 juillet avec un programme artistique retraçant l'histoire de l'Algérie et son attachement au continent africain.

Cette journée inaugurale verra également le début des épreuves sportives avec trois disciplines au programme : Tir à l'arc (inspection de l'équipement), judo (pesée officielle) et taekwondo (réunion technique). Pour la réussite de cet événement plus de 600 guides ont été formés pour accompagner les délégations africaines lors de leur séjour en Algérie. Outre les compétitions sportives le comité d'organisation des JAJ a également prévu des animations culturelles quotidiennes qui se dérouleront au niveau du Village africain des athlètes et au complexe olympique Mohamed-Boudiaf.

«Ca va être un évènement grandiose qui regroupera plusieurs pays africains. Nous devons présenter une bonne image de notre pays. Les Jeux appartiennent aux Algériens, c'est donc à nous de travailler ensemble pour en faire une grande réussite», a dit le directeur général du Comité d'organisation des JAJ, Abdelhalim Azzi. Concernant l'accès aux sites de compétition, le DG du COJAJ, a fait savoir qu'il sera «gratuit pour le public pendant toute la période des Jeux».

Le football au menu, débuts historiques de l'Algérie dans deux disciplines

La 2e journée des Jeux africains de la jeunesse JAJ-2018 (18-28 juillet), prévue aujourd'hui, sera marquée par le coup d'envoi du tournoi de football, au moment où l'Algérie fera ses débuts historiques dans deux disciplines : le hockey sur gazon et le rugby à sept.

Deux des 13 disciplines inscrites au programme de jeudi sont qualificatives aux Jeux Olympiques de la jeunesse-2018 (JOJ-2018) en Argentine (6-18 octobre), en l'occurrence l'aviron et le hockey sur gazon.

La première journée d'aviron, dont les compétitions se dérouleront au barrage de Boukerdane à Tipasa, sera consacrée aux qualifications qui débiteront à partir de 9h00 et se poursuivront jusqu'à 17h30. Une vingtaine de pays dont l'Algérie se sont inscrits à la compétition qui aura lieu du 19 au 22 juillet, avec l'objectif d'arracher les quatre places qualificatives aux JOJ-2018. Cette qualification concernera les épreuves du skiff (garçons et filles) et du double-scull (garçons et filles).

En hockey sur gazon, les matchs se joueront au stade Ferhani de Bab El-Oued (Alger). L'Algérie est engagée dans les deux sexes. Chez les garçons (15h00) comme chez les filles (11h00), l'adversaire a pour nom le Nigeria.

Les épreuves de judo, l'une des disciplines phares de cette 3e édition des JAJ, débiteront à partir de 9h00 à la salle Harcha-Hacene dans huit catégories de poids : -44 kg, -52 kg, -63 kg, -78 kg, -85 kg, -96 kg, -108 kg et -130 kg. La phase finale se déroulera à partir de 16h00.

Le taekwondo est également concerné par les finales jeudi à partir de 16h30 à la salle omnisports d'El-Biar et ce dans quatre catégories de poids : -73 kg et +55 kg pour les garçons ainsi que -49 kg et +63 kg chez les filles.

Dans les sports collectifs, l'Algérie fera ses grands débuts dans le rugby à VII (garçons) où elle affrontera l'Afrique du Sud (9h00) puis Maurice (11h00) au stade olympique du 5-Juillet, alors qu'en volley-ball, l'Algérie sera opposée au Botswana chez les garçons (19h00) à la salle omnisports de Rouiba et à la RD Congo à la même heure en filles à la salle OMS d'Aïn Taya.

Enfin, le tournoi de football regroupera (a priori) sept nations scindées en deux groupes, selon le tirage au sort effectué mardi. L'Algérie, versée dans le groupe B, débitera jeudi face à la Guinée-Bissau au stade communal de Sidi Moussa (18h00). Le Cameroun étant exempt. Dans le groupe A, deux matchs seront au programme

au stade de la Protection-civile de Dar El-Beida, à savoir Djibouti - Libye (10h00) et Nigeria - Maroc (18h00). Toutefois, le Comité olympique libyen avait annoncé le 11 juillet dernier sur sa page officielle facebook que son équipe de football ne participerait pas aux Jeux. Mardi soir, la Fédération algérienne de football a indiqué sur son site internet que l'équipe libyenne n'était pas encore arrivée à Alger. Plus de 4.500 personnes, dont environ 3.300 athlètes issus de 54 pays, sont annoncées par les organisateurs pour cette 3e édition des JAJ afin de concourir dans 30 disciplines. La première édition s'était déroulée en 2010 à Rabat (Maroc), suivie quatre ans plus tard par les JAJ-2014 à Gaborone (Botswana).



TIR À L'ARC - ALGÉRIE :

"Nous ne sommes pas favoris, mais nous jouerons les trouble-fête"

L'entraîneur de la sélection algérienne (garçons/filles) de tir à l'arc, Abdelhafid Belkhouja, a reconnu hier que ses athlètes ne seront pas favoris lors des Jeux africains de la jeunesse (JAJ) qui se déroulent du 18 au 28 juillet à Alger, assurant toutefois qu'ils "essayeront de jouer les trouble-fête" pour espérer se qualifier aux Jeux Olympiques de la jeunesse Argentine-2018. "Mes tireurs sont relativement jeunes, puisque leur âge se situe entre 14 et 16 ans. Autrement dit, ils manquent d'expérience, surtout par rapport à l'Egypte et l'Afrique du Sud, considérées comme de grandes nations de la discipline. Mais étant donné que ces Jeux se déroulent chez nous, nous essayerons de jouer les trouble-fête et représenter dignement les couleurs nationales", a assuré Belkhouja à l'APS

en marge d'une séance d'entraînement à la prise d'eau du parc Bourouba (El-Harrach). Les internationaux algériens engagés dans cette compétition sont Benahmed Khaled Kheireddine, Lazreg Mohamed Rayan et Bouakaz Rachid chez les garçons, ainsi que Lina Fatima Serraf, Touil Hadjer et Yasmine Bellal chez les filles. Outre l'Algérie, 13 autres pays participent à l'événement : Tunisie, Maroc, Egypte, Niger, Tchad, Guinée, Côte d'Ivoire, Zimbabwe, Namibie, Afrique du Sud, Bénin, Congo et Ile Maurice. Le quinzième pays qui devait participer à ces JAJ était la Libye, mais il a finalement décidé de se retirer, suite au décès tragique de l'entraîneur Ali Arebi, ayant succombé à une crise cardiaque pendant un camp d'entraînement, le mardi 11 juillet. Cet ancien international li-

byen, devenu par la suite entraîneur national, n'avait que 60 ans. Outre le fait de représenter au mieux les couleurs nationales pendant ces JAJ, le principal objectif de la jeune sélection algérienne sera de "s'aguerrir et de gagner en expérience en prévision des prochains Jeux méditerranéens" qui auront lieu en 2021 à Oran. "Nos athlètes étaient présents aux JM de Tarragone (Espagne) où ils ont acquis une certaine expérience et ça devrait être encore le cas grâce aux JAJ. Ce qui, je l'espère, leur permettra d'atteindre un bien meilleur niveau d'ici 2021", a ajouté Belkhouja. Pour peaufiner sa préparation en vue des JAJ, la sélection algérienne a effectué "un stage précompétitif" d'une durée de cinq jours à Alger. "Tout s'est bien passé", a assuré l'entraîneur national concernant ce regrou-

pement, clôturé ce mercredi et qui a permis aux jeunes internationaux algériens d'apporter les derniers réglages à leurs préparatifs. "J'ai axé mon travail beaucoup plus sur l'aspect psychologique", a confié Belkhouja, expliquant que le tir à l'arc est une discipline sportive qui exige décontraction et concentration, ce qui "n'est pas évident pour des jeunes de 14 ans", qui de surcroît concourent avec "une certaine pression" relative au fait d'évoluer à domicile. "Les jeunes ont été réceptifs et sincèrement, je suis optimiste", a conclu l'entraîneur national, en promettant d'essayer d'accrocher le podium. La discipline de tir à l'arc, dont les compétitions auront lieu du 19 au 21 juillet à la prise d'eau du parc Bourouba, figure dans le lot des sports qualificatifs aux Jeux Olympiques de la jeunesse-

2018 (JOJ-2018). La World archery federation (WA, Fédération internationale de tir à l'arc, ndlr) a mis à la disposition des archers africains quatre places qualificatives en individuel, lors des JAJ-2018. Ainsi, deux garçons et deux filles qui seront qualifiés pour les finales pourront prendre part aux épreuves des Jeux de Buenos Aires. Pour la qualification, la WA a instauré un minimum de score à atteindre par les athlètes. Ces scores sont fixés à 610 chez les garçons et 600 chez les filles pour l'épreuve de classement des 72 flèches à 60 flèches. L'Algérie comptera, entre autres, sur Lina Fatima Serraf, Khaled Kheireddine Benahmed et Rachid Bouakaz qui avaient pris part aux derniers Jeux méditerranéens de Tarragone.

APS

JAJ ALGER-2018 : Présentation de deux timbres-poste dédiés aux Jeux

Deux timbres-poste émis par Algérie Poste et consacrés aux 3es Jeux africains de la jeunesse JAJ-2018 (18-28 juillet en Algérie), ont été présentés mardi lors des travaux de l'Assemblée générale (AG) extraordinaire de l'Association des Comités nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA) à Alger.

La présentation a été faite conjointement par la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda Imane Feraoun et celui de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, devant les 53 membres présents sur les 54 que compte l'AG de l'instance africaine et les représentants du Comité international olympique (CIO), entre autres. Chaque timbre est d'une valeur fiscale de 25 dinars et la vente anticipée de cette émission philatélique, d'une dimension de 26x36 mm a débuté mardi et se poursuivra mercredi dans toutes les recettes principales situées au niveau des 48 wilayas. Quant à la vente générale, elle débutera jeudi dans tous les bureaux de poste.

Ces deux timbres sont dédiés à la jeunesse africaine qui se côtoiera, dix jours durant, dans une compétition quadriennale et rassemblera à Alger et Tipasa plus de 3000 athlètes âgés entre 14 et 18 ans venant de 54 pays africains qui s'affronteront dans 30 disciplines sportives.

« Cette initiative est très louable d'Algérie Poste, d'autant plus que le travail a été accompli en un temps record. Ces timbres vont valoriser ce rendez-vous continental et cette fête de la jeunesse africaine. Encore une fois, l'Algérie confirme qu'elle possède des potentialités remarquables et un savoir-faire qui est, à chaque fois, mis en valeur », a indiqué Mohamed Hattab, ajoutant que « les JAJ-2018 seront une occasion de célébrer, promouvoir et préserver les valeurs olympiques basées sur le fair-play, l'éthique sportive et le respect de l'adversaire ».

BASKET-BALL / CHAMPIONNAT ARABE U18 (3E JOURNÉE): Victoire de l'Algérie devant la Jordanie 85-82

La sélection algérienne de basket-ball des moins de 18 ans (U18 garçons) s'est imposée après deux prolongations devant son homologue jordanienne sur le score de 85 à 82, en match comptant pour la 3e journée du championnat arabe de la catégorie, disputé mardi au Caire.

C'est la deuxième victoire des Algériens dans la compétition après celle obtenue face au Soudan (65-27), dimanche pour le compte de la 1ère journée. A la faveur de ce succès, le Cinq algérien prend provisoirement la tête du classement avec 4 points. Mercredi, les joueurs de Yahia Mohamed affronteront le Bahreïn avant d'enchaîner jeudi face aux Emirats arabes unis, vendredi face à la Tunisie et samedi face à l'Egypte. Les quatre premiers à l'issue du tour préliminaire joueront les demi-finales prévues lundi 23 juillet, alors que la finale est programmée le mardi 24 juillet.

JEUX AFRICAINS DE LA JEUNESSE 2018 / VOLLEY-BALL : Résultats du tirage au sort

Résultats du tirage au sort du tournoi de volley-ball (garçons et filles) des Jeux africains de la jeunesse 2018, refait hier à Alger après le forfait de certains pays.

Filles:

Poule A: Algérie, Botswana, RD Congo

Poule B: Cameroun, Tunisie, Egypte

Garçons:

Poule A: Algérie, Cameroun, Egypte

Poule B: Tunisie, Nigeria, Gambie

Le tournoi des filles se déroulera à la salle omnisports d'Aïn-Taya et celui des garçons à la salle OMS de Rouiba.

AGEX DE L'ACNOA À ALGER : Mustapha Berraf présentera sa candidature pour la présidence de l'instance continentale en novembre 2018 à Tokyo

Le président du Comité olympique algérien, Mustapha Berraf a annoncé qu'il présentera sa candidature à la présidence de l'Association des Comités nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA), lors de l'assemblée générale de l'instance africaine, prévue en novembre 2018 à Tokyo, et ce à l'issue des travaux de l'Assemblée générale de cette instance sportive, réunie mardi à Alger.



« Je me porterai candidat au poste du président de l'ACNOA dont les élections sont prévues en novembre prochain à Tokyo (Japon), lors de l'assemblée générale ordinaire de l'Association des comités nationaux olympiques », a déclaré à l'APS M. Berraf, premier vice-président de l'instance sportive africaine, qui a présidé les travaux de l'assemblée générale à la veille de l'ouverture des Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018) à Alger.

« Mon élection à la tête de l'ACNOA ne sera qu'une mesure formelle et un honneur pour l'Algérie », a-t-il ajouté, se disant convaincu de sa réussite lors de ces élections. A noter que l'Algérien Mustapha Berraf avait été élu en tant que premier vice-président de l'ACNOA, pour un 5^e mandat, lors de l'as-

semblée générale de l'instance africaine qui s'est tenue en mai 2017 à Djibouti. L'ACNOA fait face à des zones de turbulences à son sommet depuis plusieurs mois. Ainsi, l'élection de l'Ivoirien Lassana Palenfo pour un 4^e mandat à la tête de l'instance en mai 2017 a été annulée par le Tribunal arbitral du sport (TAS) après de longs mois d'attente, tandis que les sanctions prononcées par l'ACNOA à l'encontre du Camerounais Kalkaba Malboum, candidat aux élections mais finalement disqualifié pour violation du code éthique, ont été annulées. C'est dans toute cette cacophonie que les représentants des 53 pays membres de l'assemblée générale de l'ACNOA se réunissent à Alger pour examiner le mode d'exécution des dernières décisions du TAS de Lau-

sanne et arrêter la date et le lieu de la tenue de l'AG électorale. Entre-temps, c'est le 1^{er} vice-président de l'instance africaine, l'Algérien Mustapha Berraf, qui assure l'intérim. Par ailleurs, l'Ivoirien Lassana Palenfo a annoncé mardi, lors des travaux de l'AG extraordinaire présidée par M. Berraf à Alger, sa démission de la présidence de l'ACNOA, affirmant qu'il ne présentera pas sa candidature lors de la prochaine assemblée générale électorale, prévue en novembre 2018 à Tokyo (Japon). Etaient présents durant l'ouverture des travaux de cette AGEX, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, celle de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda Imane Feraoun et plusieurs membres du CIO.

Adoption de plusieurs points figurant à l'ordre du jour

Plusieurs points figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire (AGEX) de l'Association des Comités nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA), qui s'est réunie, mardi à Alger, sous la présidence du président par intérim, l'Algérien Mustapha Berraf ont été adoptés. Les membres de l'AGEX de l'Association des Comités nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA), ont unanimement adopté le bilan des activités de l'instance sportive, depuis l'accession, en novembre 2017, de Mustapha Berraf au poste de président par intérim, en plus de son poste de 1^{er} vice-président de l'ACNOA, pour le 5^e mandat consécutif. L'ensemble des membres présents ont affirmé leur appui aux sportifs

africains au cours de l'édition des jeux olympiques prévu en 2020 à Tokyo au Japon. En dernier, le membre du Comité international olympique (CIO) et doyen du sport africain, le sud-africain Sam Ramsamy, a exposé un plan de réforme et de développement de l'Association des Comités nationaux Olympiques d'Afrique, et ce avec l'assistance de l'égyptien Hassan Mustapha qui préside également la Fédération internationale de handball (IHF). Un plan qui a figuré parmi l'un des plus importants points abordés par les membres présents. Outre ces points, une solution a été trouvée au problème principal qui a frappé l'instance à son sommet depuis plusieurs mois. Ainsi, l'élection de l'Ivoirien Lassana Palenfo

pour un 4^e mandat à la tête de l'instance en mai 2017 a été annulée par le Tribunal arbitral du sport (TAS) après de longs mois d'attente, tandis que les sanctions prononcées par l'ACNOA à l'encontre du Camerounais Kalkaba Malboum, candidat aux élections mais finalement disqualifié pour « violation du code éthique », ont été annulées. Les représentants des 53 pays membres de l'Assemblée générale de l'ACNOA ont pris part aux travaux de cette assemblée générale extraordinaire pour examiner le mode d'exécution des dernières décisions du TAS de Lausanne et arrêter la date et le lieu de la tenue de l'AG électorale. Au termes des travaux de cette assemblée, le président du Comité olympique et sportif al-

gérien (COA), Mustapha Berraf a annoncé sa candidature à la présidence de l'ACNOA lors de l'Assemblée électorale, prévue novembre prochain dans la capitale japonaise Tokyo, et ce en marge des travaux de l'Assemblée générale ordinaire de l'Association des comités nationaux olympiques (ACNO). Par ailleurs, l'Ivoirien Lassana Palenfo a annoncé son retrait officiel de la présidence de l'instance de l'ACNOA. Etaient présents durant l'ouverture des travaux de cette AGEX, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, celle de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda Imane Feraoun et plusieurs membres du CIO.

EQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL : 24 jours après le départ de Madjer, les Verts toujours sans sélectionneur

Alors que la prochaine échéance officielle de l'équipe nationale de football, prévue en septembre prochain, approche à grands pas, les Verts sont toujours sans sélectionneur, 24 jours après le départ de Rabah Madjer, alors que la fédération algérienne (FAF) va entamer une véritable course contre la montre pour désigner un nouveau coach.

L'ancien sélectionneur national le Bosnien Vahid Halilhodzic (2011-2014) qui figurait en tête de la short-list établie par la FAF a fini par décliner la proposition du président de l'instance fédérale Kheireddine Zetchi, qui s'est retrouvé contraint de se tourner vers une autre piste, celle du Français Hervé Renard, actuellement aux commandes de l'équipe marocaine.

Après plusieurs jours de spéculations, l'ancien entraîneur de l'USM Alger (2011) a fini par démentir les informations qui l'avaient envoyé en Algérie.

Mardi, le champion d'Afrique avec la Zambie (2012) et la Côte d'Ivoire (2015) a tenu à éclaircir la situation.

«Certaines personnes évoquent mon avenir dans les médias afin de semer le trouble dans l'esprit des Marocains (même) s'il est encore un peu trop tôt pour savoir de quoi il s'agit.

Une chose est certaine : par respect pour le Maroc et tous les Marocains, je ne partirai en aucun cas pour une autre nation africaine quelle qu'elle soit.

Ceux qui l'affirment se trompent», a-t-il affirmé sur son compte officiel Twitter.

Le refus de Renard de suc-



céder à Madjer est venu confirmer que rien n'a encore été fait, alors que Kheireddine Zetchi a affirmé que le nouveau sélectionneur sera connu d'ici la fin du mois de juillet.

«Nous devons trouver le profil que nous recherchons, c'est-à-dire quelqu'un avec un vécu en Afrique. Il y a un Mondial qui se déroule actuellement en Russie, je pense que l'idéal est d'attendre le fin du premier tour pour dresser une short-list de techniciens susceptibles de prendre en charge l'équipe nationale», avait indiqué Zet-

chi à la presse, peu après la fin des travaux de la dernière réunion du Bureau fédéral tenue le 24 juin dernier.

Alors que la Coupe du monde 2018 a pris fin dimanche dernier, la FAF peine toujours à trouver un nouveau sélectionneur, alors que deux des trois noms cités initialement par Zetchi ont décliné la proposition.

Il ne reste que le nom du Portugais Carlos Queiroz, dont le contrat avec la fédération iranienne a pris fin à l'issue du Mondial 2018. Selon la presse spécialisée, l'ancien sélection-

neur de l'Afrique du Sud et du Portugal âgé de 65 ans, reste une piste envisageable, à moins qu'un autre technicien ne vienne faire son apparition pour constituer «la surprise du chef». Le successeur de Madjer, limogé au bout de huit mois seulement, aura à préparer la prochaine sortie officielle de l'équipe nationale prévue en septembre à Banjul face à la Gambie, dans le cadre de la 2e journée (Gr. D) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 dont la phase finale aura lieu au Cameroun.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (GR. B/3E J) : Les nouvelles recrues relancent l'ESS

L'ES Sétif (Ligue 1 Mobilis de football), vainqueur mardi soir à domicile des Marocains du Difaâ Hassani El-Jadidi (2-1) lors de la 3e journée (Gr.

B) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, s'est complètement relancé dans la course à la qualification en quarts de finale grâce à deux de ses nouvelles recrues estivales.

El-Habib Bouguelmouna (ex-USM Bel-Abbès), auteur du premier but à la 21e minute et Houssem Eddine Ghacha (ex-USM Blida), qui a libéré les siens à deux minutes de la fin du temps réglementaire (88e), se sont avérés des recrues de luxe, puisqu'ils ont permis à l'Entente de renouer avec la victoire, après avoir complètement raté ses débuts en concédant deux défaites de rang : en déplacement face au TP Mazembe (4-1) et à domicile devant le MC Alger (0-1).

Le nouvel entraîneur de l'ESS, détenteur du trophée en 2014, le Marocain Rachid Taoussi réussit ainsi son premier test, lui qui a aligné quatre nouvelles recrues dans le onze de départ face aux Marocains : Houari Fernani (ex-JS Kabylie), Saâdi Redouani (ex-JS Kabylie) et donc Bouguelmouna et Ghacha.

La direction du club présidé par Hassan Hamar peut se vanter d'avoir «vu juste» en engageant une dizaine de joueurs, tous affirmés sur le plan national à l'image des deux anciens sociétaires du CR Belouizdad, le milieu de terrain Zakaria Draoui et l'attaquant Sid-ali Lakroum.

Avec les bonnes dispositions affichées mardi soir face aux Marocains, l'ESS a affirmé ses ambitions de jouer les premiers rôles en championnat, elle qui a essuyé un cuisant échec lors du précédent exercice en terminant à la 8e place au classement final, cédant son titre au profit du CS Constantine.

Au niveau du staff technique, le club a confié les rênes au Marocain Rachid Taoussi, qui en est à sa deuxième expérience en Algérie après avoir dirigé la saison dernière le CR Belouizdad.

L'ancien sélectionneur du Maroc a remplacé Abdelhak Benchikha, dont l'expérience n'a duré que quelques mois.

Outre le challenge de la Ligue des champions, le club des hauts-plateaux prendra part également à la Coupe arabe des clubs, en compagnie du MC Alger et de l'USM Alger.

Il rencontrera au premier tour, à élimination directe, le club émirati d'Al-Ain.

Les deux manches (aller : 31 juillet / retour : 4 août) se joueront en Croatie, l'adversaire effectuant durant cette période son stage d'inter-saison dans les pays des Balkans.

APS

LIGUE DES CHAMPIONS / (3E J / GR.B) : Bonne opération pour Mazembe, ES Tunis et ES Sahel

Le TP Mazembe (RD Congo), l'Espérance Tunis et l'Etoile Sahel (Tunisie) ont réalisé les bonnes opérations de la 3e journée de la phase de poules de la Ligue des champions africaine de football, dont les matchs ont été joués mardi.

Dans le groupe A, l'ES Tunis a réussi un retour inespéré à domicile à Radès, en renversant les Ougandais de Kampala City (3-2).

Menés 2-0 après les buts de Jackson Nunda (18e) et Shaban Muhammad (22e), les Tunisiens ont parfaitement réagi en l'espace de 3 minutes, grâce à Anice Badri (30e), puis Saad Beguir (33e).

Et il a ensuite fallu attendre les ultimes minutes pour voir Bilel Mejri délivrer les locaux en inscrivant un but très important (82e).

Au classement de ce groupe A, l'EST compte 3 points d'avance sur son nouveau dauphin, Al Ahly, qui a enfin décollé en disposant 3-0 de Township Rollers (Botswana).

Al Ahly du Caire, après une entame de compétition catastrophique (1 point en 2 matchs), n'a fait qu'une bouchée des Botswanais.

Le Marocain Walid Azarou (36e), le Tunisien Ali Maaloul sur penalty (74e) et Islam Mohareb de la tête (80e) ont marqué pour offrir une première victorieuse au nouvel entraîneur, le Français Patrice Carteron.

Dans le groupe B, composé du TP Mazembe (RD Congo), MC Alger et ES Sétif (Algérie) et Difaâ Al Jadida (Maroc), les Congolais se sont échappés en tête avec un sans faute (9 points).

Mardi après-midi, les Corbeaux de Lubumbashi ont battu in extremis (88e) le MC Alger, son poursuivant immédiat (1-0).

Confrontés à un MC Alger sans complexe

en début de match, les poulains de Pamphile Mihayo ont progressivement accentué leur domination mais sans obtenir d'occasion franche.

En seconde période, les meilleures opportunités ont même été en faveur des visiteurs, mais Derardja (54e) a manqué le coche en butant sur Gbohouno à bout portant.

Entré en jeu, le joker Meschack Elia a finalement délivré les Corbeaux en concluant une attaque rapide à la 88e minute. Un but qui place le TPM sur la voie royale avant le match retour dans 10 jours.

De son côté, le MC Alger reste 2e, mais il voit ses compatriotes de l'ES Sétif revenir à un petit point.

Au bord du gouffre après deux défaites, l'ESS s'est relancée à domicile en prenant le meilleur sur les Marocains du Difaâ Al Jadida (2-1). Menés d'entrée après un missile de Bamaamar (4e), les locaux ont bien réagi et recollé au score grâce à Bouguelmouna (25e).

Dans les dernières minutes, Ghacha a ensuite arraché la victoire pour l'Aigle Noir (89e). Avec une seule unité en poche, les choses se compliquent pour le Difaâ. Pour sa part, le tenant du titre de la Ligue des champions, le club marocain du Wydad Casablanca, est revenu avec un match nul de son périlleux déplacement à Conakry face à Horoya AC (1-1), dans le groupe C qui comprend également l'AS Togo-Port et Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud). Les deux buts de la rencontre --El Haddad (26e) pour le Wydad et Mandela (29e) pour



les Guinéens-- ont permis aux deux clubs de garder la tête du groupe (5 pts), devant l'AS Togo-Port (3 pts), surprenant tombeur de Mamelodi Sundowns (2 pts) un peu plus tôt (1-0).

Ayi Kissimbo-Hunlede a inscrit le seul but du match avant la pause et offert une belle victoire au «Petit Poucet» (40e).

En face, vainqueur de l'édition 2016 de la Ligue des champions africaine, le club sud-africain n'y arrive pas cette année.

Dans le groupe D, le leader tunisien, l'Etoile du Sahel n'a pas du tout tremblé en déplacement au Swaziland sur le terrain de Mbabane Swallows.

Les Tunisiens ont fait parler leur supériorité pour dérouler (3-0) et prendre 3 points d'avance en tête.

Les recrues Karim Aouadhi (14e) et Maher Hannachi (32e) ont soigné leurs débuts avant qu'Amine Chermiti n'enfonce le clou (71e).

Malgré cette claque, Mbabane Swallows reste en bonne position pour la qualification avec 2 points d'avance sur Zesco United (Zambie) et Primeiro de Agosto (Angola) qui se sont neutralisés (0-0) dans l'autre match du groupe.

KOVACIC, C'EST TRÈS CHER

Joker de luxe au Real Madrid, Mateo Kovacic (24 ans) envisage un départ cet été. Alors que la Juventus Turin ou encore Manchester City surveillent sa situation, le Daily Mirror affirme que le club de la capitale espagnole réclame 90 millions d'euros pour céder le Croate. Une manière de montrer aux formations intéressées que l'ancien joueur de l'Inter Milan, qui a perdu la Coupe du monde 2018 face à la France (2-4) ce dimanche, ne sera pas lâché aussi facilement.



Gareth Bale enfin fixé sur son avenir ?

La saison passée, Gareth Bale n'a pas été autant utilisé qu'il le souhaitait par Zinedine Zidane. Le Gallois a enchaîné les blessures et lorsqu'il était en forme, il était le plus souvent sur le banc. De ce fait, un départ était d'actualité pendant un temps, mais le départ de Cristiano Ronaldo et l'arrivée de Julen Lopetegui au poste d'entraîneur pourrait avoir changé la donne.

En effet, selon les informations de Mundo Deportivo, Julen Lopetegui voudrait que Gareth Bale prenne une place prépondérante dans

Ronaldo : «Laisser mon empreinte à la Juve»

Cristiano Ronaldo a été présenté à la Juventus Turin, ce lundi. Le quintuple Ballon d'Or a expliqué sa fierté de rejoindre le club turinois et le "pas en avant" que cela représentait, selon lui, dans sa carrière. Le message du Portugais était clair : il n'est pas à Turin en pré-retraite.

Cristiano Ronaldo a déclaré qu'il était "différent" des autres joueurs de son âge, qui privilégient des contrats juteux au Qatar ou en Chine, lors de la conférence de presse de présentation lundi après son engagement à la Juventus Turin. A 33 ans, le quintuple Ballon d'Or a affiché son habituelle confiance en lui lors de la conférence de presse qui a réuni des journalistes du monde entier après l'annonce de son transfert du Real Madrid pour 100 millions d'euros.

"Je suis différent des autres joueurs qui pensent que leur carrière est finie quand ils ont mon âge", a déclaré l'attaquant vedette. "Je veux montrer que je ne suis pas comme les autres, je suis différent". "Je n'ai rien à prouver à personne, les chiffres sont là. Tout le monde sait ce que j'ai fait pour le foot. Mais je suis ambitieux et j'aime les défis, je n'aime pas rester dans ma zone de confort."

Le message était formel : "Après ce que j'ai fait pour Manchester et le Real Madrid, je veux laisser mon empreinte à la Juve." Tout comme ses fans, le club turinois, septuple champion d'Italie, compte sur lui pour décrocher à nouveau la Ligue des champions, qu'il n'a plus gagnée depuis 1996 alors que Ronaldo a remporté quatre des cinq dernières éditions et a marqué un record de 120 buts dans la compétition européenne.

Et ce transfert à Turin n'a pas vocation à diminuer l'ambition de l'international portugais. "Nous allons nous battre non seulement pour la Ligue des champions mais aussi pour la Serie A et les autres trophées", a-t-il assuré. "Il faut que je travaille dur parce que remporter la Ligue des champions, ce n'est pas facile. J'espère pouvoir aider", a-t-il ajouté.

l'équipe afin de prendre la place de Cristiano Ronaldo parti à la Juventus. Plus encore, alors qu'un transfert semblait d'actualité, les dirigeants madrilènes auraient décidé que Bale était intrasférable. Ils estiment que s'il ne se blesse pas la saison prochaine, il pourra enchaîner les performances de haut niveau. Gareth Bale saurait donc à quoi s'attendre pour la saison prochaine.

GODIN DEVRAIT RESTER À L'ATLETICO

Courtisé par la Juventus, Diego Godin (32 ans) devrait finalement prolonger son contrat avec l'Atletico Madrid selon la Gazzetta dello Sport. Pour rappel, l'Uruguayen dispose d'une clause libératoire à 20 millions d'euros et le club turinois, désireux de se renforcer dans le secteur défensif, aurait voulu avancer sur ce dossier mais visiblement le discours de Simeone a porté ses fruits.

Chelsea a tranché pour l'avenir de N'Golo Kanté !

Selon nos confrères du 10 Sport, Chelsea souhaiterait blinder l'engagement de son champion du monde, N'Golo Kanté, ardemment courtisé par le Real Madrid, le FC Barcelone et le Paris Saint-Germain.

Lié jusqu'en juin 2021 avec l'écurie de Roman Abramovitch, l'originale de Bamako laisserait son employeur décider pour lui. Aujourd'hui, le cinquième de Premier League préparerait surtout une offre de prolongation. Il s'agirait de blinder l'engagement de son international français.

Alors qu'Eden Hazard et Thibaut Courtois pourraient rejoindre le Real Madrid, l'écurie managée par Maurizio Sarri n'aurait pas l'intention de se départir de son joyau tricolore. Compte tenu de ses prestations lors du Mondial russe, les « Blues » ne devraient pas hésiter au moment de sortir le carnet de chèques...



ALGÉRIE-SAHARA OCCIDENTAL Une délégation du Conseil national sahraoui effectue une visite au Conseil de la nation

Le vice-président du Conseil de la Nation Abdelaziz Bezaz a reçu hier au siège du Conseil, une délégation du Conseil national de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) conduite par le vice-président du Conseil, Ahmouda Hamda El Zeine.

Selon un communiqué du Conseil de la nation, la rencontre a permis d'échanger les points de vues sur le système parlementaire en général et sur le rôle du conseil notamment dans la vie politique et législative, et son rôle dans les domaines législatif et du contrôle du travail du gouvernement.

«La rencontre a constitué également une opportunité pour renouveler la position fixe de l'Algérie, sous la direction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, soutenant la question sahraoui, dans le cadre de la légalité internationale et des résolutions des nations unies». De son côté le président de la délégation parlementaire sahraoui a salué «les relations exceptionnelles», liant les deux pays, saluant également «le soutien de l'Algérie au peuple sahraoui aux fora parlementaires internationaux pour son autodétermination».

ALGÉRIE-ONU Participation de l'APN aux travaux du Forum politique de haut niveau sur le développement durable à New York

L'Assemblée populaire nationale (APN) a pris part, du 16 au 18 juillet en cours à New York (Etats Unis), aux travaux du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, a indiqué hier un communiqué de l'Assemblée.

Les participants ont débattu, lors de cette session, le thème «transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes», a précisé la même source. L'Algérie sera représentée aux travaux de ce Forum par MM. Mohammed Hellab et Seddik Chihab, membres permanents de la Commission onusienne de l'Union inter-parlementaire (UIP).

BAC 2018 55,88% DE TAUX DE RÉUSSITE



Le taux de réussite aux examens du baccalauréat de la session 2018 est de 55,88%, a annoncé hier la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit, sur ses pages Facebook et Twitter. La filière des mathématiques vient en tête avec un taux de réussite de 78,61%, a relevé Mme Benghabrit qui a félicité l'ensemble des élèves pour leur succès. La ministre avait annoncé mardi que les résultats peuvent être consultés jeudi à partir de 20h00 sur le site

de l'Office national des examens et des concours (ONEC): <http://bac.onec.dz>, au niveau des établissements scolaires ou par SMS en composant le *567#, a précisé la ministre. Il est à rappeler que le nombre global d'élèves qui ont passé l'examen du baccalauréat était de 709.448, dont 40% de candidats libres. Le taux global de réussite de l'année 2017, était de 56,07%, en hausse par rapport à 2016 où il était de 49,79%.

Les résultats seront annoncés aujourd'hui à partir de 20 h

Les résultats du baccalauréat de la session 2018 seront annoncés aujourd'hui à partir de 20 heures, a indiqué mardi la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit. Les résultats peuvent être consultés jeudi 19 juillet 2018 à partir de 20h00 sur le site de l'Office national des examens et des concours (ONEC):

<http://bac.onec.dz>, a précisé la ministre sur ses comptes facebook et twitter. Pour rappel, le nombre global d'élèves qui ont passé l'examen du baccalauréat était de 709.448, dont 40% de candidats libres. Le taux global de réussite de l'année 2017, était de 56,07%, en hausse par rapport à 2016 où il était de 49,79%.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Deux terroristes armés se rendent aux autorités militaires à Tamanrasset



Deux (2) terroristes armés se sont rendus, hier aux autorités militaires à Tamanrasset, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la dynamique des efforts soutenus fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, deux (2) terroristes se sont rendus, ce matin 18 juillet 2018, aux autorités militaires à Tamanrasset (6^e Région militaire)», précise la même source. «Il s'agit de l'occurrence du dénommé «Ben Aruba Mourad», alias «Abou Farid», qui avait rallié les groupes terroristes en 2013, et de «Ben Debba Taher» dit «Abou Mohamed», qui a rallié les groupes criminels en 2017», ajoute-t-on. «Ces deux terroristes étaient en possession d'un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, d'un (1) fusil à lunette et de (2) chargeurs de munitions garnis». Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et

la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire «ont appréhendé, lors d'opérations distinctes menées à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6^e RM), quatre (4) contrebandiers et saisi (3) véhicules tout-terrain, (3,7) tonnes de denrées alimentaires et (9,312) unités de produits détergents», tandis qu'un autre détachement de l'ANP «a arrêté, à Djanet (4^e RM, (7) orpailleurs en possession de (3) détecteurs de métaux, (19) groupes électrogènes et (12) marteaux piqueurs». Dans le même contexte, des Garde-côtes «ont saisi, à Ain Témouchent (2^e RM), (24,5) kilogrammes de kif traité», alors que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi (319) comprimés psychotropes à Tiaret (2^e RM)». D'autre part, des détachements de l'ANP «ont intercepté vingt (20) immigrants clandestins de différentes nationalités africaines à In Guezzam (6^e RM)», rapporte également le communiqué.

MOSTAGANEM : Première édition du Salon national de l'agriculture Mosta Expo du 25 au 27 septembre

La 1^{ère} édition du salon national agricole «Mosta Expo» se tiendra du 25 au 27 septembre, a-t-on appris, hier, du secrétaire général de la Chambre agricole de la wilaya de Mostaganem, Abdellah Touati. Cette manifestation, prévue au parc d'attraction et de loisirs «Mosta Land», verra la participation de 60 exposants représentant les secteurs agricole, de la pêche, de l'aquaculture, des ressources en eau et autres. Des exposants étrangers venus de France, d'Espagne, d'Allemagne, de Turquie et de Chine participeront également à cet événement alors que l'Italie sera invitée d'honneur de cette édition. Participeront aussi au salon, les producteurs et opérateurs économiques dans les domaines du machinisme, des engrais, des médicaments, des matériels vétérinaires, de la santé animale, les fabricants d'unités industrielles spécialisées dans l'agro-alimentaire et de la transformation, les énergies renouvelables et les associations professionnelles. En marge de la manifestation, des rencontres sont prévues entre les professionnels et des experts sur les plusieurs thèmes comme les «les techniques d'économie de l'eau», «les mécanismes d'évaluation des produits agricoles», «marketing et exportations» et «l'aquaculture», a souligné M. Touati. Ce salon vise à faire découvrir divers produits agricoles et permettre l'échange d'expériences entre les producteurs et les opérateurs économiques nationaux et étrangers et faire connaître les dernières technologies utilisées dans le secteur agricole. Il s'agira également d'encourager les investisseurs à un partenariat dans les domaines de production, de la distribution, de la commercialisation, de l'exportation et de l'agroalimentaire, soulignent les organisateurs.

La 1^{ère} édition du salon national agricole «Mosta Expo» se tiendra du 25 au 27 septembre, a-t-on appris, hier, du secrétaire général de la Chambre agricole de la wilaya de Mostaganem, Abdellah Touati. Cette manifestation, prévue au parc d'attraction et de loisirs «Mosta Land», verra la participation de 60 exposants représentant les secteurs agricole, de la pêche, de l'aquaculture, des ressources en eau et autres. Des exposants étrangers venus de France, d'Espagne, d'Allemagne, de Turquie et de Chine participeront également à cet événement alors que l'Italie sera invitée d'honneur de cette édition. Participeront aussi au salon, les producteurs et opérateurs économiques dans les domaines du machinisme, des engrais, des médicaments, des matériels vétérinaires, de la santé animale, les fabricants d'unités industrielles spécialisées dans l'agro-alimentaire et de la transformation, les énergies renouvelables et les associations professionnelles. En marge de la manifestation, des rencontres sont prévues entre les professionnels et des experts sur les plusieurs thèmes comme les «les techniques d'économie de l'eau», «les mécanismes d'évaluation des produits agricoles», «marketing et exportations» et «l'aquaculture», a souligné M. Touati. Ce salon vise à faire découvrir divers produits agricoles et permettre l'échange d'expériences entre les producteurs et les opérateurs économiques nationaux et étrangers et faire connaître les dernières technologies utilisées dans le secteur agricole. Il s'agira également d'encourager les investisseurs à un partenariat dans les domaines de production, de la distribution, de la commercialisation, de l'exportation et de l'agroalimentaire, soulignent les organisateurs.

BOUIRA: Un octogénaire tue son neveu à Dirah

Un octogénaire a tué mardi soir son neveu à l'aide d'un fusil de chasse suite à une rixe liée à un litige sur une parcelle de terrain, a-t-on appris hier de sources sécuritaires. Selon les détails fournis par les mêmes sources, la victime, âgée de 45 ans, a été tuée par son oncle à Ouled Adnane relevant de la commune de Dirah (Sud de Bouira), et ce après une violente rixe entre les deux personnes. «La rixe a trait à un litige sur un morceau de terrain», ont précisé les sources sécuritaires. Le corps de la victime a été transportée à l'hôpital de Sour El Ghouzlane, tandis que l'auteur du crime s'est rendu aux services de sécurité, ont ajouté les mêmes sources. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de ce drame.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : 5 morts et 15 blessés en 24h

Cinq (5) personnes ont perdu la vie et 15 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs régions du pays, indiquait hier un bilan établi par les services de la Protection civile. Par ailleurs et s'agissant des morts

par noyade, la même source signale le décès de 6 autres personnes, ayant péri sur des plages autorisées ou interdites à la baignade ou encore, dans des piscines ou des oueds dans plusieurs wilayas du pays. En outre et durant la même période, les secours de la Protection civile sont inter-

venue dans la wilaya d'Alger, pour l'extinction d'un (1) incendie dans un appartement situé dans la commune de Reghaia, ayant causé des gênes respiratoires à 6 personnes, évacuées pour des soins d'urgence.

